

***l'Anti*capitaliste**

n°609 | 31 mars 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**ÉCOLOGIE,
SOCIAL,
DÉMOCRATIE**

AVEC

PHILIPPE POUTOU

**L'URGENCE
ANTICAPITALISTE**



Dossier

Face à la crise de la biodiversité, quelles réponses écosocialistes?

Pages 6 et 7

ÉDITO

La police a encore tué à Sevrans Page 2

PREMIER PLAN

Corse: «Quand on cumule l'oppression démocratique, l'oppression coloniale et l'oppression capitaliste, au bout d'un moment il y a un trop-plein» Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Réfugiés: pour un accueil sans discrimination de toutes et tous! Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Bernard Dréano, membre du CEDETIM/IPAM, au sujet de l'Otan Page 12

Par **MANON BOLTANSKY**

La police a encore tué à Sevrans

Le 26 mars, à Sevrans, dans la cité des Beaudottes, un homme d'une trentaine d'années a été abattu par balle par les policiers de la Brigade anti-criminalité (BAC), à un feu rouge au volant d'un véhicule. L'homme était au volant de son outil de travail, un camion de livraison qu'il avait refusé de laisser sur place à son patron dans l'attente du paiement de son dernier salaire. Ce dernier a appelé la police qui a décidé de faire barrage au prétendu « voleur », à tout prix... Pour défendre la sacrosainte propriété privée de l'entreprise, la police est toujours présente et elle est allée à nouveau jusqu'à tuer. Mais le quartier et le profil du travailleur ne sont évidemment pas étrangers à ce drame. Dans les quartiers populaires, la police (en particulier la BAC) multiplie les agressions racistes, violentes, les humiliations : une situation que les habitants de Sevrans, ou d'Aulnay-sous-bois, ville voisine, ne connaissent que trop.

Dans la nuit suivante d'ailleurs, de nombreux et nombreuses jeunes sont sortis exprimer leur rage et leur colère face à l'injustice de ce drame, brulant des voitures et autres mobiliers urbains. Des émeutes ont eu lieu cette nuit-là dans les quartiers alentour. Les médias se sont évidemment empressés de ne parler que de ça et « des violences » commises, quant ils ne relaient pas directement la ligne de la préfecture, ou s'alignent sur le discours de la droite et de l'extrême droite... Les ficelles sont grossières et pourtant : on accuse la victime, on lui invente un casier judiciaire ou des affaires qui viendraient justifier qu'il ait été abattu de sang froid... Ils se focalisent déjà sur la « sauvagerie » et la « délinquance » des émeutiers sans un mot pour la victime tuée par la police et les causes de cette explosion de colère. Notre solidarité va bien évidemment à la famille et aux proches de la victime, ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui subissent les violences policières dans ces quartiers et ailleurs. Leur colère et leurs revendications sont légitimes. Nous exigeons plus que jamais la dissolution des corps spéciaux dont la BAC, et le désarmement immédiat de la police au contact de la population. Tant qu'il le faudra aux côtés de leurs proches, nous continuerons à réclamer la vérité et la justice pour toutes les victimes de la violence d'État !

BIEN DIT

Ce sont les pays qui commettent les crimes qui ont les clés de la justice internationale.

WILLIAM BOURDON (avocat), liberation.fr, 28 mars 2022.

ÉCOLOGIE, SOCIAL, DÉMOCRATIE

Avec Philippe Poutou, l'urgence anticapitaliste

C'est une étrange campagne que nous vivons. Le fond de l'air est rance, le président-candidat ne fait quasiment pas campagne, la pression au « vote utile » à gauche se fait de plus en plus forte, mais peu d'idées sont échangées, peu de propositions sont débattues, et le moins que l'on puisse dire est que l'ensemble ne suscite guère d'enthousiasme, avec des taux d'abstention record annoncés. Et pourtant, il y en aurait des choses à discuter, à dire et à faire entendre lors de cette campagne.

Après avoir imposé l'absence de débat contradictoire, sans susciter beaucoup de protestations, que ce soit du côté des grands médias ou des autres candidatEs, Macron a donc annoncé qu'il ne ferait qu'un seul meeting de campagne.

Du côté des réactionnaires

Plus le temps passe et plus on a l'impression que le président-candidat souhaite que la campagne soit la plus limitée possible, surfant sur son statut de sortant, sur des postures de chef de guerre et de protecteur des peuples, et agitant la menace des « extrêmes » pour légitimer sa réélection. Il a toutefois annoncé la couleur du point de vue de son programme, concernant les retraites, le RSA, les universités, les allègements d'impôts de cotisations, histoire de rappeler à sa base et à ses amis qu'il avait l'intention de poursuivre son offensive autoritaire et antisociale.

Dans le même temps, la course à l'échalote se poursuit à l'extrême droite avec la lutte fratricide entre Zemmour et Le Pen, qui continuent de cumuler à eux deux aux alentours de 30% des intentions de vote, confirmant malheureusement la solidité du socle électoral raciste et ultra-réactionnaire. Ceux qui s'évertuent aujourd'hui, à gauche – nous y reviendrons –, à faire la promotion du « vote utile », devraient comprendre qu'il y a un sacré angle mort dans leur raisonnement : la pression au vote utile va s'exercer aussi à l'extrême

droite, elle a même déjà commencé à le faire, et on constate que Le Pen remonte dans les sondages, réduisant (ou augmentant ?) la taille du « trou de souris » cher à Jean-Luc Mélenchon. Dans tous les cas, force est de constater que l'extrême droite a le vent en poupe et que, même si des implosions/recompositions sont à prévoir après l'élection, elle demeure une force d'attraction conséquente, ce qu'a confirmé le meeting de Zemmour au Trocadéro le dimanche 27 mars, avec probablement 20 000 participants. Et

du côté de Valérie Pécresse et des Républicains, chez qui l'implosion a déjà commencé entre ceux qui rejoindront Macron et ceux qui suivront une orientation d'« union des droites » à la Zemmour, ça patine dur, tant l'espace politique s'est restreint entre la droite macronienne et l'extrême droite.

Voter Poutou, c'est voter utile... pour la suite

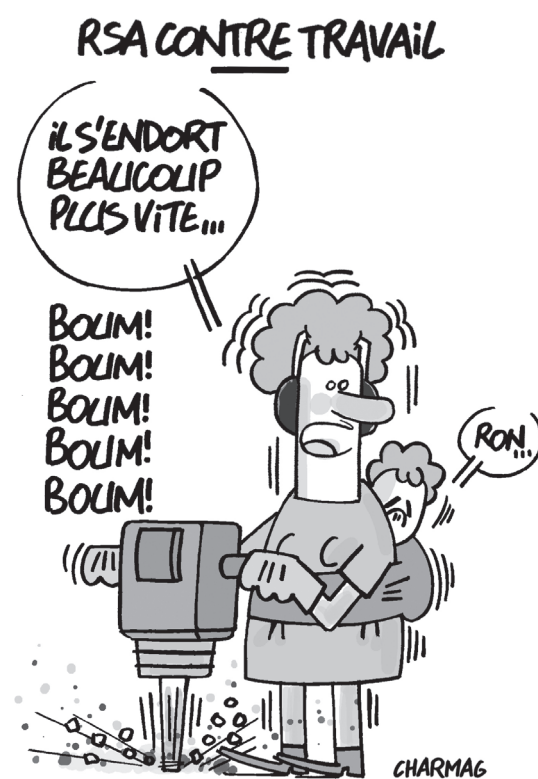
À gauche, la « dynamique Mélenchon » semble bien réelle, au sens où le candidat de « l'Union populaire », largement en tête de ce

À la Une

secteur du champ politique, attire à lui celles et ceux qui voudraient voir la gauche au deuxième tour. Et ce bien qu'un autre angle mort soit là : l'absence de réserves de voix, au vu des rapports de forces électoraux, au cas – très improbable – où il se retrouverait au deuxième tour face à Macron. La pression au « vote utile » est toutefois bien là, venant parfois de celles et ceux qui dénonçaient cette pression hier, lorsque leur candidat n'était pas le mieux placé, avec parfois une forme d'arrogance qui ne manque pas d'agacer. Difficile en effet de ne pas entendre, chez certains, que la contrepartie du fait que le vote Mélenchon serait le « vote utile » est que, pour ne citer que celui-là, le vote Poutou serait un « vote inutile ».

À ceux-là, que nous ne confondons pas avec nos camarades de lutte qui sont tentés par le vote Mélenchon, nous le répétons : oui, notre candidature est utile, et nous le revendiquons fièrement. Tout dépend d'où on place le curseur de « l'utilité ». Si l'on est obsédé par la présence d'une candidature « de gauche » au deuxième tour (pour une défaite annoncée) et que l'on ne se pose pas la question de l'après, il est certain que l'on peut considérer que seul le vote JLM serait utile. Mais si l'on se pose la question des batailles sociales à venir, des résistances à (re-) construire et, au-delà, des outils dont nous manquons cruellement pour nous défendre aujourd'hui et demain, et pour passer de la résistance à la contre-offensive, le compte n'y est certainement pas. Et c'est précisément à cela que servent la campagne et le vote Poutou : refuser tout substitutisme et tout raccourci électoral, en posant la question de la construction des rapports de forces sociaux globaux ; affirmer notre volonté de prendre nos affaires en mains, de nous organiser nous-mêmes, par dizaines, centaines de milliers, pour faire face à l'offensive réactionnaire ; faire entendre une radicalité assumée, une envie de se battre, qui redonne confiance dans un climat politique étouffant. Voter pour un ouvrier et un programme anticapitalistes, c'est dire tout ça, c'est se faire entendre, et c'est les avertir : on est là, on ne se taira pas, on se battra.

J.S.



CORSE

« Quand on cumule l'oppression démocratique, l'oppression coloniale et l'oppression capitaliste, au bout d'un moment il y a un trop-plein »



MANCA
L'Anticapitalisti Corsi

Entretien avec **Desideriu Ramelet-Stuart**, membre de l'exécutif d'A Manca, organisation anticapitaliste et anticolonialiste corse.

Comment comprendre, en quelques mots, la révolte qui s'exprime en Corse ?
C'est un mouvement qui vient de loin. Depuis sept ans, en Corse, la majorité territoriale, qui gère l'Assemblée de Corse, s'inscrit dans le mouvement nationaliste. Pas au sens où on peut l'entendre en France bien sûr mais au sens nationalitaire, au sens du droit à l'autodétermination du peuple corse. Il y a eu de nouvelles élections, en décembre dernier, où cette majorité a recueilli 70% des suffrages. Ce qui est hors norme, et qui montre qu'il y a une adhésion hors

norme du peuple corse à cette volonté d'autodétermination. Et face à cela, la réponse de l'État est la même, c'est-à-dire un déni de démocratie, quelle que soit la revendication exprimée, que ce soit au niveau linguistique, culturel, des droits élémentaires des prisonniers politiques, etc. Donc c'est une situation qui est très pesante, y compris pour des militantEs qui sont plutôt sur des options réformistes, et qui sont quelque part, dans l'affaire, les plus lésés, puisqu'ils ont joué le jeu du dialogue, de la démocratie, et finalement ils se sont fait humilier.

Tout cela, la jeunesse ne l'accepte plus. Et cette provocation de trop, c'est-à-dire le refus catégorique de la levée du statut du DPS [détenu particulièrement surveillé] à Yvan Colonna, et l'exposer à des risques et finalement à une tentative d'assassinat¹, ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est l'élément déclencheur, mais après évidemment il y a des racines plus profondes.

Justement vous êtes parmi ceux qui expliquez que la révolte en Corse est non seulement due à l'agression

Un monde à changer

HALTE À LA TRAQUE ANTI-MIGRANTS. Vendredi 25 mars, une nouvelle tragédie a eu lieu dans les Hauts-de-France. De jeunes migrants d'origine érythréenne ont tenté de monter dans le wagon bâché d'un train de fret qui était en stationnement en gare de Valenciennes. En montant près de la caténaire, l'un d'eux a été électrocuté par un arc électrique, qui a ensuite déclenché un incendie de pneus transportés par le fret. Le bilan est catastrophique : un mort et plusieurs blessés parmi les migrants, des cheminotEs qui ont assisté à cet accident en état de choc, la gare de Valenciennes évacuée et une interruption des circulations sur cet axe jusque tard dans la nuit, laissant les voyageurEs livrés à eux-mêmes car il n'y avait pas d'effectifs pour leur prise en charge. Si la direction de la SNCF se garde de communiquer auprès des cheminotEs, c'est bien parce que ce drame aurait pu être évité. Pourquoi des migrants se mettaient-ils en danger de la sorte, si le train leur était rendu gratuit au même titre que pour les réfugiés ukrainiens qui fuient la guerre de Poutine ? Cet accident n'est d'ailleurs pas le premier dans la région. Le 4 novembre 2021 déjà, quatre Érythréens sont morts percutés par un train alors qu'ils marchaient le long des voies entre Dunkerque et Calais. Le 28 février de cette année, c'est un Soudanais qui perdait la vie dans le même secteur et dans les mêmes circonstances.

La SNCF et l'État français ont leur responsabilité dans ces tragédies humaines. La police, non contente de démanteler les camps, continue sa traque jusqu'à aller taillader les tentes de ceux qui se sont déplacés. Sans oublier la confiscation des sacs de couchage, ou l'empêchement pur et simple de la distribution de nourriture par les associations. Du côté de la SNCF, ce n'est pas mieux. Après avoir donné aux agents des directives pour signaler tout groupe de migrants à bord – ce que bon nombre de collègues ont refusé de faire, faisant parfois référence à l'époque de la « collaboration » –, elle maintient la pression pour les empêcher de monter à bord des trains ou de trouver un peu de répit en gare. Mais chez les cheminots, les réactions vont à contre-courant de ce racisme anti-migrants. Chez les contrôleurs par exemple, beaucoup ont accueilli les annonces du patron de la SNCF, Farandou, sur la gratuité des transports pour les Ukrainiens avec perspicacité : « C'est bien, mais pour les autres ? », « Pour moi ça sera gratuit pour tous les réfugiés, sans discrimination », avec des réactions parfois politiques sur les guerres et la responsabilité des grandes puissances qui vendent des armes et interviennent militairement dans la plupart des pays d'où viennent les migrants. Et vu que la SNCF fait le train gratuit pour les flics, elle pourrait tout à fait le faire pour les migrantEs... et même pour touTEs !

COVID-19 L'heure est-elle vraiment à l'optimisme ?

On se veut « optimiste », en constatant que si les contaminations explosent, les hospitalisations stagnent ! Cette relative stabilité des hospitalisations signifie pourtant plus de 100 morts par jour, rien qu'en France. 18 000 morts depuis le début de la vague Omicron. L'OMS Europe s'inquiète des 12 496 décès enregistrés ces sept derniers jours dans les pays européens ayant levé trop « brutalement » les restrictions sanitaires, notamment les masques en intérieur. « Ces pays ont levé les restrictions brutalement de "trop" à "pas assez" ». Trop de pass sanitaire, que nous avons combattu, aurions-nous envie de traduire, et pas assez de masques, de santé communautaire bâtie avec les populations, de politique vaccinale qui cherche à convaincre et à toucher les plus isolésEs.

À quelques jours de l'élection présidentielle, pas question pour Macron de reconnaître qu'il y a « un problème » avec la remontée des contaminations, boostée par le caractère plus contagieux du sous-variant BA2 et la levée des restrictions, sans qu'aucune autre politique ne soit mise à la place, notamment en milieu confiné, notamment pour compléter la vaccination.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Que de temps perdu

Il y a les morts. Mais comment oublier les covid longs, dont on parle si peu, l'essoufflement au moindre effort, la fatigue intense qui empêche de travailler et tout simplement de vivre ? La Haute Autorité de Santé estime que 10 % des personnes ayant eu le covid en sont victimes. L'avenir dira si ce chiffre est aussi haut avec Omicron, alors que la vaccination semble diviser ce risque par deux.

Il faudrait aussi parler des risques majorés de troubles cardio-vasculaires et de risques psychiques dans l'année suivant le covid, révélés par le suivi de 150 000 vétérans américains. Un risque d'infarctus, d'AVC, de thrombose, d'embolie majoré de 55%. Un risque majoré de 35% pour les dépressions, troubles anxieux et risques suicidaires, un sur-risque d'addiction aux antidépresseurs et aux opiacés, et des troubles de la mémoire encore

plus fréquents. Multipliés par les millions de personnes atteintes par le virus, ces risques majorés sont une vraie inquiétude de santé publique. Près de 10% des plus de 80 ans ne sont toujours pas vaccinés en France. Les centaines de milliers de personnes immunodéprimées ont besoin d'une quatrième dose. Les centres de vaccination, de plus en plus vides, ferment les uns après les autres. Mais aucune politique

alternative de vaccination n'est organisée pour aller chercher celles et ceux qui sont isolésEs, sans médecin, loin du système de santé, alors que la médecine de ville surchargée est bien incapable d'organiser cette prise en charge des plus isolés, cette campagne ciblée de quatrième dose. ChacunE est renvoyé à ses propres initiatives, à la propre gestion de son « capital » santé ! Misère de la santé publique, de la santé communautaire à l'heure du capital et de la médecine libérale. Que de temps perdu pour embaucher, mieux payer, rouvrir des lits pour renforcer l'hôpital public. Que de temps perdu pour prévenir les futures pandémies, rendues plus inéluctables par la poursuite de la destruction des forêts, des écosystèmes, l'urbanisation galopante. Que de temps perdu pour bâtir une véritable politique de l'air intérieur, individuelle (masques...) et collective (aération, testeurs de CO₂, filtration...), pour aller vacciner celles et ceux qui sont les plus éloignés du système de santé, qui sont souvent celles et ceux qui ont le plus besoin de cette vaccination. **Frank Prouhet**

Le chiffre 2012

C'est la dernière année au cours de laquelle le SMIC a été revalorisé au-delà des revalorisations automatiques liées à l'inflation. Une date qu'il est bon de rappeler à l'heure où Le Maire explique que le SMIC va augmenter avant l'été. Certes, mais il ne s'agit aucunement d'un « coup de pouce », pas plus qu'il n'y en a eu depuis 10 ans. Et encore, à l'époque, Hollande avait généreusement concédé une hausse de... 0,6%.



Agenda

Samedi 2 avril, marche de soutien à la résistance palestinienne et pour exiger la libération de Georges Abdallah, Paris. À 15h, Barbès.

Dimanche 3 avril, manifestation contre l'extrême droite et ses idées, Paris. À 14h, place de la Nation.

Mardi 5 avril, manifestation des AccompagnantEs des élèves en situation de handicap, Paris. À 13h, devant le secrétariat d'État chargé des Personnes handicapées, place Pierre-Laroque (angle avenue Duquesne-avenue de Ségur), M° École-militaire.

Jeudi 7 avril, manifestation et rassemblement festif contre la commercialisation de la santé et du médico-social en Europe, Paris. À 14h30, place de la Bastille vers place de la République (voir article page 8).

À SUIVRE SUR lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT
Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'antnazisme ment.

ALAIN FINKIELKRAUT, lefigaro.fr, 27 mars 2022.

mortelle contre Yvan Colonna et donc à la question nationale corse, mais aussi à la situation sociale et notamment à la très grande précarité de la jeunesse, l'absence de perspectives. Tu peux nous en dire plus ? La question démocratique et les questions sociales sont les deux faces d'une même lutte. Le peuple corse ne peut pas peser sur son propre destin et ses décisions. Je prends un exemple très simple : quand l'Assemblée de Corse vote la fin de la création de très grandes surfaces, derrière, le préfet de région annule ce vote. En réalité le capitalisme européen assigne la Corse à être une vaste zone de consommation, avec un taux de grandes surfaces au km² hors norme. La Corse est un pays qui a une terre nourricière, qui a toujours une culture autosuffisante assez forte, mais qui aujourd'hui dépend à 93 % des importations de

l'extérieur. Et ça, évidemment, au niveau économique et social, cela crée de très fortes disparités. Les écarts de richesses sont actuellement au même niveau qu'au 19^e siècle, il y a une paupérisation de masse, à l'échelle de la jeunesse notamment, les femmes sont encore plus impactées, il y a une impossibilité de se loger à cause de la spéculation, etc. Tout cela, c'est un poids au quotidien. Alors quand on cumule l'oppression démocratique, l'oppression coloniale et l'oppression capitaliste, au bout d'un moment il y a un trop-plein, la jeunesse en a marre et la jeunesse, aujourd'hui, le fait savoir, et très violemment.

Propos recueillis par Antoine Larrache

1 - Entretien réalisé avant l'annonce du décès d'Yvan Colonna.

Entretien à retrouver en intégralité en vidéo sur notre site : <https://lanticapitaliste.org/videos/solidarite-avec-la-mobilisation-du-peuple-corse>



L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

HAÏTI La faim menace plus de 4 millions d'HaïtienEs

Haïti « fait partie d'un "cercle de feu" dans un monde où les crises climatiques, les conflits, l'insécurité alimentaire et la hausse des coûts poussent les communautés vulnérables au bord du gouffre », a déclaré Pierre Honnorat, représentant du PAM (Programme alimentaire mondial) en Haïti, lors d'une conférence de presse.

À l'inflation, aux conflits marqués par des groupes criminels et aux catastrophes dues à des phénomènes naturels s'ajoute une instabilité politique persistante, qui s'est accrue depuis l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président de l'époque, Jovenel Moïse.

Les prix augmentent et les revenus restent très faibles

Selon les dernières estimations du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) du PAM – qui permet de classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition – sur une échelle de cinq, environ 4,5 millions d'HaïtienEs, soit plus de 40% des 11 millions d'habitants du pays, souffrent de la faim. Et parmi ceux-ci, on estime que plus de 1,3 million se trouveront dans la phase d'urgence de la classification de la phase de sécurité alimentaire intégrée (IPC) entre mars et juin de l'année 2022.

La phase 4 de l'IPC se traduit par une consommation alimentaire extrêmement insuffisante des ménages en raison d'un accès réduit aux aliments de base, car les prix augmentent et les revenus restent très faibles. Pour certaines familles, la crise économique actuelle se caractérise par un affaiblissement de la monnaie (la gourde) par rapport au dollar des États-Unis, une inflation galopante et une hausse des prix du carburant ces derniers mois.

La « crise en Ukraine » [la guerre menée par la Russie de Poutine] pourrait bientôt aggraver la sécurité alimentaire d'Haïti, car les prix mondiaux des aliments que le pays doit importer augmentent.

En outre, la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes, ont un effet néfaste sur les cultures, les infrastructures et les actifs agricoles, ce qui affecte les moyens de subsistance des populations rurales.

En deux ans, le prix du pain a été multiplié par cinq

Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire, le coût mensuel du panier alimentaire minimum de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) est passé de 20 à 30 dollars. En deux ans, le prix du pain a été multiplié par cinq. Dans certaines régions du sud de l'île, frappées par un puissant séisme le 14 août, et où la réponse d'urgence a été limitée, la situation s'est détériorée. Le nord du pays, d'une superficie de seulement 27 750 km², subit les conséquences des fortes inondations de la fin janvier.

Face à cette urgence humanitaire, le PAM a déclaré qu'il s'attendait à aider 1,7 million de personnes cette année, après avoir réussi à fournir de la nourriture et d'autres aides à 1,3 million d'Haïtiens en 2021.

L'agence des Nations unies entend également des initiatives visant à accroître la résilience et la protection sociale des populations, avec des activités pouvant assurer quelques revenus et une réduction des effets et risques des catastrophes parmi les communautés.

Les actifs pouvant être mobilisés¹ pour les communautés comprennent la remise en état des routes, la conservation des sols et de l'eau, les canaux d'irrigation et des activités complémentaires visant à renforcer la production alimentaire locale, les pratiques agricoles, la nutrition et la réduction des inégalités entre les sexes, a indiqué le PAM.

Inter Press Service, traduction Rédaction À l'Encontre

¹ – En fait, la question centrale, dans cette hyper-crise, reste la mise en œuvre d'une appropriation démocratique et partagée effective des actifs par les communautés, dans les régions (Réd.).



DR

RÉFUGIÉ·E·S Pour un accueil sans discrimination de toutes et tous !

Depuis le début de l'invasion impérialiste de l'armée russe contre l'Ukraine le 24 février, plus de 2,5 millions de personnes se sont déjà réfugiées à l'étranger, majoritairement en Pologne. Environ deux millions de personnes ont été déplacées au sein de l'Ukraine même.

Partout à travers l'Europe, de larges secteurs des populations s'organisent pour aider, rassembler du matériel, de la nourriture, des vêtements, des médicaments et pour accueillir des réfugiés. Cet élan de solidarité est bien sûr à saluer, mais doit être élargi à toutes et tous sans discrimination.

Traitement médiatique et pratiques politiques racistes

Les préjugés racistes se sont en effet multipliés dans les médias. Une Association étatsunienne de journalistes arabes et du Moyen-Orient (AMEJA) a déploré plusieurs « exemples de couverture médiatique raciste, donnant plus d'importance à certaines victimes de guerre qu'à d'autres ». Elle évoque « une mentalité répandue dans le journalisme occidental qui tend à normaliser la tragédie dans certaines régions du monde », notamment au Moyen-Orient. La différence de traitement est d'autant plus frappante que c'est aussi l'État russe qui intervient militairement en Syrie depuis octobre 2015 en soutien du régime despotique des Assad.

Comment ne pas oublier le sort de plusieurs milliers de réfugiés en provenance de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, bloqués il y a quelques mois dans des conditions terribles dans l'immense forêt de Podlachie, entre Pologne et Biélorussie. Après l'instrumentalisation du régime de Minsk de la détresse des réfugiés afin de



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

les encourager à se diriger vers la Pologne, l'État polonais avait déployé plusieurs milliers de soldats pour appuyer les gardes-frontières dans l'est du pays pour les repousser de force. Varsovie avait également créé à la frontière une zone spéciale fermée aux ONG humanitaires et aux médias. Plus d'une douzaine de réfugiés sont morts de froid et de faim durant ces événements dans les forêts polonaises. L'État polonais gouverné par le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS) a en plus débuté en janvier 2022 la construction d'un immense mur, qui aura une hauteur de plus de cinq mètres et sera équipé de caméras et

de capteurs à détection, s'étendant sur 180 kilomètres dans l'une des plus grandes forêts d'Europe pour empêcher les réfugiés d'entrer sur son territoire.

À la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, des pratiques discriminatoires et racistes ont d'ailleurs été dénoncées contre les réfugiés d'origine africaine ou arabe qui ont été bloqués à la frontière ukrainienne ou non acceptés en Pologne. Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux sous le hashtag #AfricansinUkraine montrent des scènes de fortes tensions et des individus africains empêchés de monter à bord de trains quittant le pays.

Politique d'accueil à géométrie variable

Les dirigeants européens ne parlent plus de « protection contre des flux migratoires irréguliers », comme le déclarait Emmanuel Macron à propos des AfghanEs fuyant leur pays l'été dernier, ou de « crise des migrants » lorsque des SyrienEs, IrakienEs et AfghanEs empruntaient récemment le même chemin. L'Union européenne et la Suisse ont au contraire adopté des décisions instaurant une protection temporaire des personnes fuyant l'Ukraine, leur garantissant toute une série de droits comme l'accès au marché du travail et au logement, l'assistance médicale et l'accès des enfants à l'éducation.

C'est une bonne chose et cela démontre en même temps que l'argument de saturation des lieux d'hébergement et du manque de moyens sans cesse avancé par les classes dirigeantes pour justifier leurs politiques d'accueil restrictives ne sont que des mensonges. Les expulsions de réfugiés en Suisse et dans d'autres pays en Europe se poursuivent d'ailleurs toujours. Mobilisons-nous pour un accueil digne des réfugiés en provenance d'Ukraine, et de tous les réfugiés, d'où qu'ils et elles viennent.

Joseph Daher

Article publié dans le n°406 de *solidarités*

ÉTATS-UNIS Starbucks : la campagne de syndicalisation prend de l'ampleur

La campagne de syndicalisation des baristas de Starbucks aux États-Unis prend de l'ampleur. Au cours des six derniers mois, les travailleurs de 150 magasins appartenant à l'entreprise ont déposé des demandes d'élections syndicales auprès du National Labor Relations Board et des victoires ont été remportées à New York, en Arizona et dans l'État de Washington.

« **N**ous voulons enfoncer la porte de toute l'industrie de la restauration », a déclaré Sarah Pappin, une employée de Starbucks à Seattle.

David contre Goliath ?

Du point de vue du ou de la travailleurE individuel, qui peut être une jeune femme travaillant à temps partiel et gagnant 12 dollars de l'heure (66% des salariéEs de Starbucks sont des femmes), il s'agit d'une bataille de David contre Goliath. Les 349 000 employéEs de la société cherchent à s'organiser magasin par magasin, et il y a plus de 9 000 magasins appartenant à la société et 15 000 magasins au total (avec les franchises) aux États-Unis. Un magasin Starbucks typique compte 20 employéEs qui travaillent à temps plein ou à temps partiel pour un salaire compris entre 9 et 14 dollars de l'heure. Sous la pression de la campagne syndicale, Starbucks affirme qu'il paiera ses employéEs 17 dollars de l'heure d'ici cet été.

Si on regarde du côté de l'entreprise, le PDG de Starbucks, Kevin Johnson, qui vient de démissionner, gagnait plus de 20 millions de

dollars par an. L'année dernière, la société a réalisé des recettes de 29 milliards de dollars et des bénéfices de 4,2 milliards de dollars. Elle a tout l'argent du monde pour combattre le syndicat, et elle le fait avec des équipes de publicistes, d'avocats et d'espions.

Qu'est-ce qui a conduit à cette campagne de syndicalisation ? Le Covid a joué un grand rôle. Les employéEs de Starbucks sont des travailleurEs de première ligne qui traitent avec le public tous les jours. Pendant la pandémie, certains magasins Starbucks ont été contraints de fermer, les horaires des employéEs ont été modifiés pour remplacer leurs collègues malades, et dans certains magasins, les conditions se sont considérablement détériorées. La pandémie a conduit les travailleurEs de Starbucks, comme beaucoup d'autres, à se demander : « Pour quoi travaillons-nous ? Ne devrions-nous pas être mieux traités, mieux payés, avoir plus de poids sur notre lieu de travail ? »

« Il est important de former un syndicat »

Les travailleurEs ne pouvaient pas s'attendre à ce que l'entreprise prenne soin d'elles et eux. Comme

l'a dit Sydney Durkin, un travailleur de Starbucks à Seattle : « C'est une grande entreprise, et les entreprises font de l'argent sur la différence entre leurs profits et les coûts de la main-d'œuvre. Donc, il n'y a aucune raison pour qu'elles aient notre intérêt à cœur, ce qui, je pense, est la raison pour laquelle il est si important de former un syndicat. » Ses collègues étaient d'accord et ils et elles ont voté pour le syndicat à 9 contre 0. Comment les travailleurEs s'attaquent-ils et elles au monstre ? Les travailleurEs de Starbucks ont formé un syndicat appelé Workers United, affilié à l'un des plus grands syndicats des États-Unis, le Service Employees International Union (SEIU). Beaucoup de travailleurEs sont jeunes – l'âge moyen des travailleurEs de Starbucks est de 24 ans – et les réseaux sociaux (sites Web du syndicat, courrier électronique, Facebook, Twitter, Instagram et Tik-tok) jouent un rôle important dans leurs communications. Mais comme dans toute organisation syndicale, ce qui est essentiel, ce sont les conversations en face-à-face avec les collègues de travail pour les convaincre de la nécessité d'un syndicat et de s'impliquer dans l'organisation

« Un moment historique pour les travailleurs de Starbucks »

Selon le droit du travail étatsunien, dès qu'au moins 30% des travailleurEs expriment leur intérêt pour la formation d'un syndicat, ils et elles peuvent déposer une demande d'élection, bien que le syndicat souhaite généralement obtenir l'engagement d'une majorité ou de deux tiers des travailleurEs. Dès que les travailleurEs déposent un dossier, l'entreprise commence à riposter, en intimidant certains travailleurEs et en offrant des cadeaux à d'autres. Des travailleurEs ont accusé Starbucks de violer le droit du travail. La procédure peut prendre des mois.

« C'est un processus juridique laborieux », déclare Colin Cochran, un employé de l'un des magasins de Buffalo. « Cela ne devrait pas être aussi difficile... mais à la fin de la journée, les gagnants gagnent ». « C'est un autre moment historique pour les travailleurEs de Starbucks et les travailleurEs du secteur des services à travers le pays », souligne Michelle Hejduk, qui travaille dans un Starbucks en Arizona. « Ce mouvement a commencé à Buffalo, et nous l'avons maintenant diffusé à travers tout le pays ».

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

Sans répéter de nombreux points de la position de Solidarity sur la guerre, nous, la gauche socialiste et anti-impérialiste (des États-Unis), devons commencer par saisir simultanément deux points centraux.

La haine de Poutine pour l'indépendance de l'Ukraine

Pour le public des États-Unis, il est essentiel d'expliquer comment l'expansion de l'Otan en Europe de l'Est après la dissolution de l'Union soviétique était une provocation continue, motivée par l'idéologie triomphaliste impériale américaine – « l'ordre international fondé sur des règles » signifiant que « nous faisons les règles et nous donnons les ordres ». Des observateurs intelligents, dont nul autre que George Kennan, l'architecte de l'« endiguement » de l'Union soviétique par l'Occident pendant la guerre froide, ont averti dans les années 1990 que rien de bon n'en sortirait. William Burns, qui est aujourd'hui le directeur de la CIA, le savait également lorsqu'il était un haut diplomate des États-Unis en Russie.

Pour la gauche, il est essentiel de comprendre que l'Ukraine mène une guerre de défense nationale tout à fait légitime. L'invasion de l'Ukraine par le président russe à vie Poutine est basée sur des mensonges monstrueux. L'Ukraine n'était pas sur le point de rejoindre l'Otan, ni maintenant ni dans un avenir prévisible – cela aurait divisé l'alliance occidentale, et l'Allemagne ne l'aurait pas permis. Les UkrainienEs russophones ne sont pas confrontés à un « génocide ». En fait, les zones les plus russophones sont précisément les villes de l'est de l'Ukraine que la Russie est en train de détruire. Cette invasion est le produit de la haine de Poutine pour l'indépendance de l'Ukraine et du refus de son peuple d'accepter la domination russe.

Le droit de l'Ukraine à se défendre

Ne pas reconnaître le premier point, c'est tomber dans le piège impérialiste

UKRAINE-RUSSIE-USA Une nouvelle lutte pour la suprématie impériale mondiale

Nous publions des extraits d'un article de David Finkel, mis en ligne sur le site de Solidarity (<https://solidarity-us.org/>). Un point de vue utile aux discussions qui animent les gauches anticapitalistes à l'échelle internationale¹.



avec son discours plein d'hypocrisie de « défense des valeurs libérales et de la démocratie ». Mais pour la gauche, qualifier l'invasion de la Russie d'action « défensive » revient à faire du social-patriotisme (« socialisme en paroles, chauvinisme en actes ») pour Poutine. Aucun socialiste digne de ce nom ne peut nier le droit de l'Ukraine à la défense nationale contre cette horreur qui se déroule, ni l'obligation d'aider ceux qui fuient. Et précisément parce que la Russie ne parvient pas à détruire l'armée ukrainienne, elle s'est tournée vers le bombardement terroriste et le massacre de la population, le recrutement de « volontaires » mercenaires syriens qui n'auront aucune « sympathie » pour les civils ukrainiens, peut-être même la guerre chimique (pour une fois, les accusations étatsuniennes à ce sujet semblent crédibles).

Il y aura au minimum plusieurs millions de réfugiés civils en provenance d'Ukraine. Nous ne pouvons pas savoir maintenant combien d'entre eux pourront rentrer, ni quand ni vers quoi ils retourneront. L'expérience de la Syrie, de 2011 à aujourd'hui, est un exemple sinistre de la possibilité de destruction et de dispersion permanentes. Ce qui est nouveau dans la situation actuelle, c'est l'ouverture non pas d'une simple crise locale ou régionale, mais de la nouvelle lutte pour la suprématie impériale mondiale. Les impacts potentiels immédiats vont du danger de rejets radioactifs massifs des centrales nucléaires ukrainiennes aux pénuries alimentaires mondiales qui s'annoncent en raison de la perte du blé ukrainien [et russe] et de la production d'engrais russe et ukrainienne, en passant par une éventuelle confrontation directe

Otan-Russie entre États dotés d'armes nucléaires.

Une reconfiguration du pouvoir mondial

Tout en soulignant que la guerre d'autodéfense de l'Ukraine est absolument nécessaire, inévitable et démocratique, nous devons également reconnaître la dimension du conflit inter-impérialiste. Ces armes efficaces et sophistiquées qui arrivent en Ukraine en provenance des États-Unis, d'Europe occidentale, d'Israël et de Turquie permettront de mesurer leur efficacité sur le champ de bataille. L'Ukraine elle-même deviendra plus dépendante de l'Occident, non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur le plan économique, alors qu'elle s'efforce de se reconstruire. L'impact total des sanctions économiques et financières sur la Russie ne peut pas encore être mesuré, mais il ne sera pas de courte durée. Après les très mauvaises performances des convois de chars de la Russie et le faible moral de ses soldats, qui indiquent un besoin de modernisation militaire, nous devons supposer que les sanctions des États-Unis et de l'Otan s'étendront à une guerre économique pour empêcher la Russie de l'accomplir – ou de retrouver son influence en tant qu'exportateur d'énergie. Quoi qu'il advienne de la production et des marchés mondiaux du pétrole et du gaz naturel, la Russie sera probablement réduite à un pays plus pauvre et beaucoup plus dépendant de la Chine. Nous ne sommes qu'au début d'une reconfiguration du pouvoir mondial, dans laquelle la réaction de la Chine et d'autres variables ne sont pas encore connues.

David Finkel
1 – Lire l'intégrale (en français) sur alencontre.org.

CANADA Une nouvelle campagne contre l'apartheid de l'État d'Israël

Voix juives indépendantes (VJI) Canada lance ce matin une nouvelle campagne nationale, « Ensemble contre l'apartheid »¹, qui vise à sensibiliser la population canadienne et à lui donner les moyens de faire leur part pour mettre fin à l'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël.

Avec la publication du rapport d'Amnesty International le mois dernier, le consensus est de plus en plus fort au sein de la communauté internationale que le traitement de la population palestinienne par Israël correspond à la définition du crime d'apartheid reconnue en droit international. « À l'exemple des militantEs de la précédente génération, qui ont su joindre leurs efforts dans le monde entier pour forcer l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, notre génération doit se solidariser aujourd'hui contre l'apartheid israélien », explique Aaron Lakoff, le coordonnateur des communications et médias pour VJI. « Les Juifs et les Juives d'Afrique du Sud et d'ailleurs dans le monde ont fièrement contribué à la résistance aux politiques d'apartheid du régime sud-africain. Aujourd'hui, de plus en plus de Juifs et de Juives ainsi qu'un nombre important de personnalités israéliennes juives se dressent contre l'apartheid israélien. C'est avec une grande fierté que nous lançons cette campagne au Canada, qui vise à réunir des personnes juives, palestiniennes et de toutes origines pour défendre la justice en Israël-Palestine. »

« Zones sans apartheid »

La campagne a été officiellement lancée le 20 mars avec une manifestation virtuelle. Des centaines de personnes se sont réunies pour écouter les allocutions de personnalités israéliennes, palestiniennes et canadiennes, dont Leah Gazan, la députée fédérale de Winnipeg Centre.

« "Ensemble contre l'apartheid" est un exemple inspirant de solidarité juive avec le peuple de Palestine », a déclaré Mme Gazan. « Il est grand temps que notre gouvernement fédéral se range du bon côté de l'histoire en défendant la justice et en tenant Israël responsable de ses violations des droits de la personne des Palestiniens et Palestiniennes. »

La campagne « Ensemble contre l'apartheid » comporte deux objectifs principaux : sensibiliser les Canadiens et les Canadiennes aux réalités de l'apartheid israélien, et leur donner des moyens d'action dans leurs propres collectivités, notamment pour y créer des zones sans apartheid. Une zone sans apartheid est un espace de solidarité active avec le peuple palestinien, où l'on cherche à couper tout lien de complicité avec les violations des droits de la personne de la population palestinienne. En mai 2021, au plus fort de la campagne de bombardements contre Gaza, une coopérative d'alimentation de London, en Ontario, est devenue la toute première entreprise au Canada à se présenter comme une zone sans apartheid. La campagne « Ensemble contre l'apartheid » vise à multiplier ce type d'initiative partout au Canada.

« Les plus grands organismes de défense des droits de la personne au monde, de nombreux leaders spirituels et des millions de personnes de partout dans le monde s'entendent désormais sur le fait qu'Israël pratique l'apartheid. Il n'y a plus aucun doute à cet égard », poursuit Aaron Lakoff. « La question est maintenant de savoir ce que nous, en tant que Canadiens et que Canadiennes, pouvons faire pour y mettre fin. Il est inacceptable que le gouvernement du Canada continue d'offrir son soutien au gouvernement d'Israël alors que celui-ci pratique l'apartheid. La campagne "Ensemble contre l'apartheid" offre à la population canadienne des outils pour surmonter cette impasse et s'engager activement dans un mouvement populaire pour la justice et la paix en Israël-Palestine. »

Voix juives indépendantes

1 – <https://ensemblecontreapartheid.org/>



FRANÇAFRIQUE Macron continue comme avant

Emmanuel Macron joue habilement de son fameux « en même temps » au sujet de l'Afrique. Des déclarations « disruptives » sur la colonisation, le génocide au Rwanda ou la restitution de quelques biens culturels pillés pendant la colonisation qui font le « buzz » mais qui ne débouchent sur aucun fait concret. Par contre elles masquent la continuité de la politique impérialiste de la France sur le Continent.

Le Drian symbolise la continuité de la politique de la France en matière d'intervention militaire en Afrique. Il a initié sous Hollande l'opération Serval au Mali puis son extension sur la partie occidentale du Sahel avec l'opération Barkhane. Il gère désormais sa déroute sous l'ère Macron. Une politique militaire désastreuse à plus d'un titre. Elle a entériné la partition du nord du Mali en empêchant le retour de l'État à Kidal. Elle s'est alliée aux différentes milices armées progouvernementales et a fermé les yeux sur les atteintes aux droits humains dont se sont rendus coupables différentes armées nationales au Sahel. Elle s'est défaussée de ses propres bavures. Enfin elle n'a eu de cesse d'empêcher les négociations entre les autorités et les groupes rebelles ouvrant la possibilité d'une solution au conflit. Les seules négociations acceptées l'ont été pour... libérer les otages français. Quant au rapport Duclert sur l'implication française dans le génocide des Tutsis au Rwanda, il a l'avantage

de contenter les deux parties : le président rwandais Paul Kagame, en pointant les responsabilités de la France, et Macron, en évitant de parler de complicité de l'État français qui aurait pu déboucher sur des suites judiciaires pour les responsables de cette politique. Ainsi Kagame, en disgrâce dans le monde anglo-saxon pour ses nombreuses violations des droits humains, se rapproche de Macron qui peut se targuer d'avoir soldé cette crise.

Business et dictature

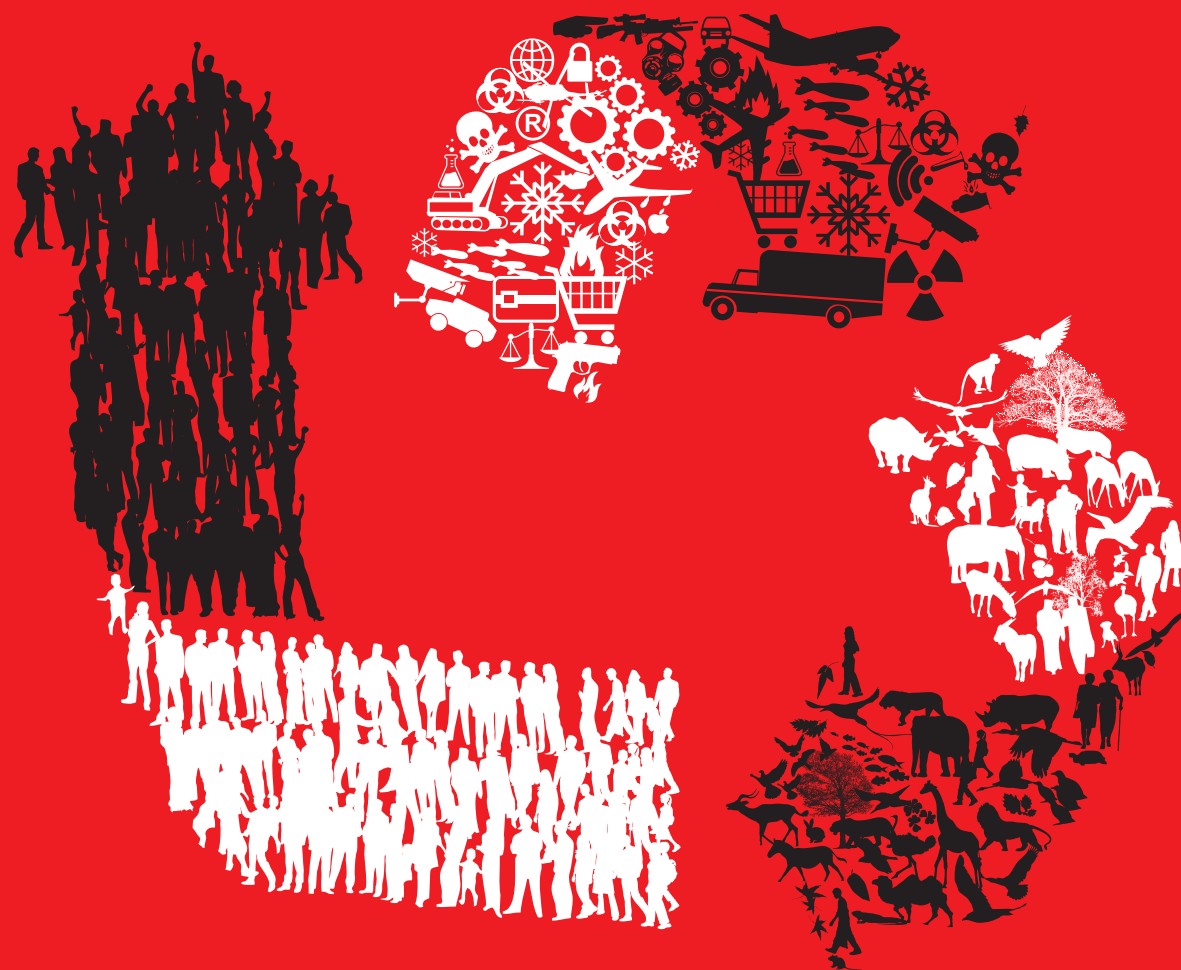
Au niveau économique, Macron de manière unilatérale a annoncé des réformes du Franc CFA sans prévenir ses pairs africains à l'exception du président ivoirien Ouattara qui lui a servi de caution africaine. Ces changements permettent surtout de saper la mise en place d'une monnaie commune à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Macron a déclaré que les pays riches doivent arrêter d'investir dans les industries polluantes, et fait exactement le contraire en Ouganda et en

Tanzanie avec le projet pétrolier qui provoque des fortes mobilisations mais aussi au Mozambique. Avec la découverte d'une réserve de gaz offshore dans ce pays, la diplomatie économique française joue à fond sa partition pour que la multinationale Total puisse se tailler la part du lion. Sous la mandature Macron, toutes les fraudes électorales et les changements de constitution des dictatures africaines ont été avalisées. Par exemple, lors des élections en République Démocratique du Congo, Le Drian a accepté la magouille de Kabila pour faire de Tshisekedi le président au détriment rayulu. Le Quai d'Orsay considèrerait cela comme « une espèce de compromis à l'africaine » insultant ainsi les dizaines de milliers de manifestantEs qui se sont battus et ont risqué leur vie pour des élections libres. Macron s'est déplacé en personne au Tchad pour soutenir la prise de pouvoir du fils du dictateur Déby. Ce dernier, fidèle à son père, a réprimé dans le sang une

manifestation à Ebéché dans l'est du pays, provoquant la mort de plus d'une dizaine de personnes.

Le ras-le-bol de la politique française

Déjà en 2020, une note confidentielle du Centre d'analyse et prospective stratégique (CAPS) rattaché au ministère des Affaires étrangères alertait sur la césure entre la jeunesse africaine et ses gouvernements. Dans ses recommandations cette note invitait les autorités françaises à diversifier ses relations. Éviter un tête-à-tête avec les élites africaines corrompues et dictatoriales pour s'ouvrir vers la société civile, les responsables religieux ou même la diaspora. C'est précisément ce qu'a tenté de faire Macron avec le sommet Afrique-France de Montpellier. De toute évidence, cette entreprise de marketing n'a convaincu personne puisque, quelques semaines plus tard, un convoi de Barkhane était pris pour cible au Burkina Faso et au Niger occasionnant la mort de trois manifestants vraisemblablement tués par les soldats français. Avec une telle politique, il est probable que les dictateurs, les corrompus, les affairistes et autres pollueurs en Afrique, ont bien compris que le slogan de campagne s'adressait à eux : « Emmanuel Macron avec vous ». Paul Martial



FACE À LA CRISE DE LA BIODIVERSITÉ, QUELLES RÉPONSES ÉCOSOCIALISTES?

« **L**a biodiversité est au cœur de notre survie, mais aussi de nos cultures, de nos identités et de notre joie de vivre » (Rapport de l'IPBES¹). Avec l'effondrement de la biodiversité qui menace l'humanité, on attendait un débat et des propositions solides des candidatEs. La question est soit ignorée dans les programmes, soit traitée à minima, soit réduite à des slogans fleurant la démagogie.

1 – Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

CRISE DE LA BIODIVERSITÉ ET CONSÉQUENCES POUR LA VIE HUMAINE

Nous avons touTEs eu des informations sur l'état alarmant de la biodiversité. La presse titrait récemment « Alerte rouge » et parlait d'« effondrement » de la biodiversité suite au premier rapport de l'IPBES début mai 2021.

Le début potentiel d'une sixième extinction des espèces a trois caractéristiques : un rythme très rapide, la responsabilité des activités humaines, une forte accélération depuis la naissance du capitalisme industriel. Même si elle a commencé avec la disparition de la mégafaune, déjà due aux activités humaines, entre -50 000 ans et -10 000 ans. Des espèces ont vécu des crises climatiques extrêmes sans disparaître (en Amérique et en Australie) et c'est bien l'arrivée des humains au paléolithique supérieur qui les a supprimées.

En 2017, le rapport de 15 000 scientifiques indiquait des destructions qui poussent les écosystèmes « au-delà de leurs capacités à entretenir le tissu de la vie ». Aujourd'hui, 132 États ont cosigné le rapport public des scientifiques.



Dans le dernier bilan, les taux d'extinction des espèces sont de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de fois supérieurs à ceux des dernières 10 millions d'années. Le rapport estime qu'un million d'espèces sont menacées à brève échéance (sur une base de 10 millions) et note une accélération du rythme mondial d'extinction depuis 15 ans. Il faut ajouter l'effondrement des densités des espèces communes. Pour les oiseaux, en France, le déclin est deux fois supérieur pour 50 % des espèces qui représentent 97 % du nombre d'individus. Un rapport européen de 2014 note ainsi la disparition de 420 millions d'individus oiseaux sur une estimation de 2 milliards, soit 20 % de perte, de 1980 à 2010. Le rapport Muséum/CNRS oiseaux de 2018 indique une « disparition massive et à une vitesse vertigineuse ». Les espèces « disparaissantes » ne disparaîtront pas à court terme mais perdent une part considérable de leurs effectifs. Un rapport allemand de 2017 indique 75 à 80 % de perte des insectes dans ce pays. On sait aujourd'hui que les deux objectifs de la conférence internationale à Aichi (Japon) en 2010 (rythme d'appauvrissement des habitats naturels réduit de moitié et état de conservation des espèces amélioré) n'ont pas été atteints et que la situation s'est dégradée.

Les causes et les conséquences de cet effondrement sont identifiées

Le changement d'utilisation des sols (ainsi 85 % des zones humides ont disparu), le réchauffement climatique, l'exploitation intensive des ressources (chasse, bois, pêche, extraction minière), les pollutions, les espèces invasives (ce point est controversé).

Les conséquences pour l'alimentation : en 2018 la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) note que 75 % des cultures mondiales dépendent directement de la pollinisation, donc de la biodiversité. Tout comme la productivité des océans ou l'état et la fertilité des sols (effondrement de la micro faune, remise en cause du cycle de recomposition). Par exemple, les fourmis améliorent les récoltes de blé dans les régions arides de 35 % grâce aux tunnels qu'elles creusent dans le sol, qui facilitent l'infiltration d'eau. Elles protègent les plantes des moisissures.

La limitation de la biodiversité génétique des plantes et des animaux d'élevage constitue un autre risque majeur :

- ➔ sur l'état de l'air, de la ressource en eau potable
- ➔ sur la capacité de réponse au réchauffement climatique. Ainsi, les milieux naturels absorbent 60 % des gaz à effet de serre

produits par l'humanité. Le réchauffement climatique induit la perte de biodiversité qui elle-même aggrave le réchauffement climatique. La boîte à outils à notre disposition pour réagir diminue (voir la disparition des mangroves et le rôle des coraux dans la protection naturelle du littoral face aux tempêtes).

➔ sur l'état des ressources : ainsi, deux milliards d'humains dépendent du bois pour leurs besoins énergétiques, quatre milliards dépendent des plantes pour leur santé.

Les récents travaux scientifiques indiquent une corrélation entre diminution de la biodiversité et réduction des services écologiques (production de biomasse, capacités à décomposer/recycler), une relation forte entre le nombre d'espèces végétales, la productivité et la durabilité de l'écosystème et ses capacités de reconstitution.

50 % de l'économie mondiale repose sur le fonctionnement des écosystèmes : rendement des cultures, production de bois, résistance aux pathogènes dans les cultures, réduction du contrôle biologique (prédation), diminution de la pollinisation. En fait 100 % si on compte la chimie de l'atmosphère, le cycle du carbone et de l'eau, celui des nutriments, la formation des sols. Mais la perte de biodiversité conduit aussi à la perte de l'adaptabilité, la perte des possibles. C'est une adaptation probablement sans importance à l'époque (diverticule respiratoire dans les os) qui a permis à certains dinosaures (qui deviendront les oiseaux) de survivre à la cinquième crise d'extinction et leur donnera une fantastique diversification lors des épisodes géologiques suivants. La baisse de la biodiversité, c'est l'augmentation de l'imprévisible.

Les travaux scientifiques disent ouvertement qu'il faut aller plus loin et parlent de « contribution de la nature aux sociétés ». Les « services éco-systémiques de la nature » sont élargis aux dimensions culturelles et sociales : l'effondrement de la biodiversité impacte plus les plus pauvres, accroît des inégalités, conflits, guerres qui empêchent les sociétés de réagir.

Alors, est-il trop tard ?

Le rapport de l'IPBES indique que le changement ne se fera qu'« au prix de la transformation des facteurs économiques, sociaux, politiques et technologiques » et souhaite des « réformes fondamentales des systèmes financier et économique mondiaux » au profit d'une « économie durable ». Il cible concrètement : l'agriculture intensive, la pêche industrielle, l'exploitation forestière et minière. Ces analyses ouvrent une porte vers... la sortie du capitalisme.



QUELLES RÉPONSES DES DEUX PARTIS QUI SE REVENDIQUENT DE L'ÉCOLOGIE?

Un aperçu des mesures pour la biodiversité dans les programmes de Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot.

Dans *l'Avenir en commun*, le programme pour l'Union populaire de LFI, une seule page est consacrée au sujet sur 150! Le constat que « *L'activité humaine est à l'origine de la sixième extinction de masse* » n'amène qu'une « mesure clé » : « *interdire les dépôts de brevets sur les organismes vivants* ». Léger pour enrayer la crise de biodiversité avec cette mesurette.

Dire « *protéger concrètement les habitats et les espèces* », sans expliquer comment, c'est lisible dans n'importe quel programme! La mesure « *bannir les pesticides* » est sérieusement réduite par « *en commençant par les interdire autour des zones habitées* ». Comme l'est la proposition de « *lutter contre l'artificialisation des sols* » par la formule « *en empêchant notamment la multiplication des entrepôts géants* ». On voit mal comment stopper la crise de biodiversité par la diminution du nombre des entrepôts!

On cherche en vain le sens des « *normes communes et contraignantes* » annoncées dans l'unique page et comment « *la France doit donner l'exemple* » avec les maigres propositions. Côté forêt, un chapitre « *Défendre la forêt, poumon de la planète* » propose une mesure clé : « *interdire les coupes rases, sauf en cas d'impasse sanitaire avérée* ». La fin de phrase déçoit car il s'agit de la mesure clé! Les autres mesures relèvent des bonnes intentions dont on ignore la faisabilité. On notera cependant : « *Laisser au niveau national 25% de la surface de la forêt française en libre évolution* ». La « *libre évolution* » consiste à ne plus intervenir du tout sur les parcelles. Résumons : la forêt française représente 168 000 km², soit 31% du territoire. 75% de cette forêt est privée. Pour appliquer les 25%, soit on remet en cause la propriété privée de la forêt (Mélenchon s'en garde bien), soit les 25% vont uniquement concerner la forêt publique. Mais alors, cela ferait 100% des forêts domaniales confiées à l'organisme public ONF, qui, du coup, ne seraient plus exploitées. C'est cela que veut dire Mélenchon?

Côté ÉELV

Avec Jadot, on se dit que, vu l'histoire du parti, on va pouvoir engager un débat sur la base de propositions concrètes. Son programme, dévoilé récemment, nous fait déchanter! C'est à la page 17 du programme (sur 75) que le sujet est abordé avec un bel effet émotionnel : « *Protéger notre pays, sa beauté et son incroyable biodiversité* ». La suite démarre fort avec : « *Nous atteindrons 40% d'aires protégées sur le territoire terrestre d'ici 2030* ». Derrière l'intention, qu'avons-nous? Le diable se niche dans les détails... Jadot ne dit pas ce qu'est une « aire protégée ». Le ministère affiche sur son site 23,5% d'aires protégées. Comment, avec un quart du territoire en aires protégées, n'arrive t'on pas à enrayer la crise de biodiversité? C'est tout simple : il n'y a en fait aucune protection sérieuse sur ces territoires! Parmi eux on trouve ainsi



(et surtout!) les Parcs naturels régionaux qui protègent avant tout le tourisme! C'est tellement vrai que l'État a dû inventer le terme de « *protection forte* » pour délimiter les territoires où il y a une réelle (mais très insuffisante) protection. Et cela fait 1,36% du territoire... Et ce même État, pour se mettre en conformité avec les engagements européens, veut placer en « *protection forte* » 10% du territoire d'ici 2030. Comment va-t-il faire en si peu de temps pour passer de 1,36% à 10%? Les énarques ont trouvé la solution : changer la définition de la protection forte... En catimini a eu lieu début février une prétendue enquête publique sur le site du ministère, pour passer de la notion de protection forte à une définition tellement floue l'on pourra y mettre n'importe quoi, dans l'arbitraire le plus total et arriver ainsi à 10%, sans rien faire de plus!

Avec ses experts, le candidat Jadot ne peut l'ignorer! D'ailleurs, il ajoute à sa « *surenchère* » (40% contre 23,5%) une petite note : « *Dans chaque région, 5% des aires naturelles seront sous protection forte* », notion qu'il connaît donc parfaitement. C'est-à-dire concrètement deux fois moins que les engagements de l'État. Évidemment toujours pas de définition de la notion de « *protection forte* »! Il espère qu'en fait on retiendra le chiffre de 40%, chiffre non contraignant qui n'engage à rien. Il a raison, c'est ceci qui est mis en valeur dans l'article du *Monde* du 27 janvier par des journalistes qui n'ont pas assez travaillé leur sujet et ne se sont manifestement pas aperçus de la subtilité!

La suite est à l'avenant : « *Nous protégerons nos forêts et en sanctuariserons 10% laissés en libre évolution* ». Loin des 25% de Mélenchon, ces 10% représentent toutefois 40% de la forêt publique gérée par l'ONF hors activité économique. Jadot est encore une fois démagogique en avançant une proposition qu'il n'appliquera pas, opposé qu'il est aux conséquences et choix politiques permettant d'appliquer les

promesses, c'est-à-dire la nationalisation de toutes les grandes surfaces forestières privées.

« *Nous instaurerons la règle de zéro artificialisation* ». Est-ce sérieux d'avancer ceci sans préciser comment faire?

« *Nous mettrons fin à la chasse le week-end et pendant les vacances scolaires* ». Puis l'interdiction de l'agrainage et de la chasse à l'enclos. Ces mesures sont effectivement applicables en l'état et nous les soutenons. Mais sont oubliés des problèmes liés à l'activité de la chasse et à son impact important sur la biodiversité. Ainsi, une bonne partie des candidats en 2017 (dont Macron) s'étaient engagés à protéger les espèces à statut de conservation défavorable (2/3 des oiseaux chassés en France). Promesse vite oubliée. Jadot n'en dit pas un mot. Rien non plus sur le fait qu'on chasse toute l'année et qu'il est nécessaire de restreindre la période de chasse (et de régulation) à quatre mois (octobre à janvier). Rien sur l'impérieuse nécessité de protéger réellement les prédateurs (on tire au fusil légalement sur le loup pourtant protégé!). Rien sur le fait qu'en France on chasse aussi dans les réserves naturelles et certains

parcs nationaux, pourtant sous « *protection forte* ».

« *Nous diviserons par deux l'usage des engrais et des pesticides de synthèse d'ici 2027 et demanderons la suppression des pesticides en Europe en 2035. Dès 2022, nous interdirons les néonicotinoïdes, le glyphosate et tous les pesticides et fongicides les plus dangereux* ». Mais comment contrôler leur division par deux si on ne précise pas ce qu'est l'usage? S'agit-il de quantité ou de toxicité? Jadot emploie le mot « *interdiction* », mais en réduit significativement la portée. On sait que les industriels de la chimie sont passés maîtres dans la capacité à contourner les textes en changeant les appellations et en inventant de « *nouveaux* » produits, toujours plus dangereux. Il faudra une mesure d'interdiction totale des pesticides et donc, du passage de toute l'agriculture au bio. Jadot ne le dit pas. Tout au plus, il restreint la mention du bio...aux cantines! Il veut « *démander* » la suppression des pesticides pour 2035 en Europe. Aucun risque qu'un pays lui dise : « *Eureka, nous n'y avons point pensé!* » Jadot est le champion de la démagogie et des effets d'annonce!

SOURCES

Jean-Luc Mélenchon, *l'Avenir en commun, le programme pour l'union populaire*.

Commissariat général au développement durable, *Évaluation du taux d'artificialisation en France, 2019*.

Yannick Jadot, *Changer la France pour vivre mieux. 120 propositions pour une France écologique, sociale, républicaine*.

Ministère de la transition écologique, *Stratégie nationale pour les aires protégées, 2030*.

CNPF, *Les chiffres clés de la forêt privée française*. Édition 2021.

INPN, *Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, 2017*.

INPN, *Synthèse de données pour Natura 2000, 2021*.

Rapport 2019 de l'IPBES.

La disparition des insectes. Étude PLoS One, octobre 2017.

Common European birds are declining rapidly while less abundant species numbers are rising. Ecology Letters University of Exeter 2014.

QUE FAIRE POUR ENRAYER LA CRISE DE LA BIODIVERSITÉ?

Enrayer la crise de biodiversité suppose de sortir de la démagogie électorale et de s'affronter aux intérêts d'une minorité privilégiée.

Quatre propositions concrètes

« *Stopper l'artificialisation du territoire*. Actuellement 9% du territoire métropolitain est artificialisé. Il ne faut pas dépasser 10%. Pour cela, il sera nécessaire de s'assurer la maîtrise foncière publique des sols et de modifier les lois pour contraindre toute nouvelle construction à être en cohérence avec l'objectif.

« *Transformer la gestion de la forêt*. La forêt en France métropolitaine, c'est 31% du territoire. Elle est essentiellement privée (75%), avec 3,8 millions de propriétaires, dont 200 000 possédant plus de 10 ha (représentant 68% des surfaces). On ne pourra pas agir sans **nationaliser ces grandes propriétés forestières**. Cela n'impactera que 5% des propriétaires forestiers, même moins si on fixe la barre à 20 ha! On passerait ainsi de 25% de forêt publique à 75% (128 000 km²), soit une inversion des rapports, et ceci en n'impactant que 5% des propriétaires... et pas les plus pauvres! En fait la moitié sont des « *personnes morales* », c'est-à-dire des grandes entreprises... Avec une réelle gestion publique de la forêt, on pourra imposer la prise en compte de la biodiversité sur les domaines boisés.

On peut partir d'un projet induisant : 5% de la forêt en réserve intégrale (on laisse la forêt vieillir, principe des zones en évolution libre). C'est l'équivalent de la superficie d'un département. Il faut en discuter avec les forestiers, les associations, les scientifiques, si on veut aller jusqu'à 10%. En sachant que la notion d'« *espaces en évolution libre* » ne concerne pas que la forêt publique, mais que des accords peuvent être passés avec les petits propriétaires forestiers, que des secteurs des Réserves naturelles peuvent aussi être concernés; 15% en vieillissement long (+ 250 ans).

« *Mettre en place une politique d'aires protégées en classant en urgence 10% du territoire en protection forte*. Pour sauver la biodiversité, commençons par préserver, gérer avec des moyens financiers réels, les « *réservoirs de biodiversité* ». Là où celle-ci est exceptionnelle, où se concentrent les espèces menacées. Passer à au moins 10% du territoire en protection forte effective suppose de classer ces territoires en réserves naturelles (niveau le plus élevé de protection réglementaire). Avec l'arrêt des prélèvements de loisirs, donc de la chasse, dans ces réserves, une priorité effective à la préservation de la biodiversité, des moyens effectifs de gestion. Une réserve naturelle n'empêche pas les activités humaines et singulièrement l'agropastoralisme. Au contraire, des agriculteurs peuvent être associés à la gestion d'une réserve. Ils doivent

respecter la réglementation de la réserve et peuvent être rémunérés pour cela. Dans ces zones « *réservoirs de biodiversité* », les activités humaines passent derrière les impératifs de survie des espèces et des écosystèmes avec une gestion spécifique. C'est faisable puisque l'inventaire est fait : 56 000 km² classés en ZNIEFF de type 1 (Zones d'intérêt écologique floristique et faunistique), soit justement 10% du territoire. Ces zones sont reconnues légalement comme abritant les espèces dites « *patrimoniales* ». Elles sont cartographiées précisément et à disposition des citoyens (sur le site de l'IGN, Géoportail). Si l'on ajoute les 71 000 km² du réseau Natura 2000, qui se recoupent en partie avec les ZNIEFF, soit 13% du territoire et les sites acquis par le Conservatoire du littoral, on voit bien que l'on peut prendre les décisions... quand on veut!

Pour classer en protection forte, il faut instituer un système de DUP pour la nature (déclaration d'utilité publique) qui permettrait de s'assurer la maîtrise foncière. Atteinte à la propriété? Bien sûr, c'est du reste comme cela que fait l'État pour faire passer une autoroute ou construire une centrale nucléaire, un centre d'enfouissement de déchets radioactifs, un aéroport...

« *Limiter et contrôler fortement l'activité de la chasse* ».

Pas de chasse le week-end et pendant les vacances scolaires, période de chasse (y compris celle de régulation) strictement limitée à quatre mois (d'octobre à janvier), protection de toutes les espèces dont le statut de conservation est défavorable (liste établie uniquement par les scientifiques indépendants du monde cynégétique), protection des prédateurs, interdiction de l'agrainage et de la chasse à l'enclos et interdiction de la chasse dans toutes les zones sous protection réglementaire (réserves naturelles, parcs nationaux) : ces mesures permettraient de réduire l'impact de la chasse sur la biodiversité.

La mise en œuvre de ces mesures est nécessaire mais pas suffisante pour enrayer la crise de biodiversité. Il faut agir aussi sur 100% du territoire et pas seulement sur les 10% des réservoirs de biodiversité. Donc, passer à 100% d'agriculture bio et en finir avec l'élevage intensif.





DEUX-SÈVRES Des milliers de personnes contre les bassines!

Trois jours de mobilisation à La Rothenard (Deux-Sèvres), dont un temps fort le samedi 26 avec une manifestation, c'était le Printemps maraîchin contre les bassines le week-end dernier dans le 79.

Un succès : 5 000, 6 000, 7 000 personnes, difficile de savoir exactement, mais une marée humaine dans ce village de six centaines d'âmes, au milieu de champs de blé, de colza et de luzerne. Énorme!

Cuisante défaite pour la préfecture

Nous ne revenons pas ici sur le contenu de la lutte, les articles expliquant nos positions sont disponibles sur le site du NPA. Nous rappelons simplement notre colère face à la répression policière, que ce soit les barrages en amont ayant bloqué des centaines de personnes, les gazages ayant fait tousser les camarades, et même quelques matraquages... Un dispositif policier énorme, avec 2 000 policiers et gendarmes. Le blocage du convoi de tracteurs avait par exemple un but bien précis : invisibiliser la présence des paysanEs locaux pour faire passer la lutte pour une meute de « bobos » ou jeunes énervés. Pourtant, ce sont bien les locaux qui organisent, qui mobilisent, qui réfléchissent avec brio à contourner les dispositifs de l'état et de la FNSEA souhaitant, côte-à-côte, et imposer les bassines, et empêcher les manifs.

Quoi qu'il en soit, rien n'a arrêté la détermination des manifestantEs. La nouvelle préfète, souhaitant mater la lutte, essuie une défaite cuisante : la lutte s'est tenue, plus importante que d'habitude, et la volonté d'en découdre n'est que renforcée ! Notons même que les forces de l'ordre (capitaliste!) ou les gardiens de la paix (sociale!), ont dû reculer face à la détermination de quelques centaines de manifestantEs très organisés, qui ont de fait protégé la manif via une activité offensive, et qui ont, également, détruit plusieurs tuyauteries visant à irriguer des champs de l'agriculture productiviste. Jouïssif.

De nombreuses organisations étaient présentes et de toute la France : les collectifs anti-Bassines de la région, des collectifs de luttes écologiques de Bretagne, de Vendée (nous n'avons pas tout pu noter), la Confédération paysanne, Attac, Greenpeace, les Soulèvements de la Terre, la CGT, Solidaires, la FSU, et niveau politique, principalement LFI, ÉELV et le NPA. Car le NPA était là, bien entendu, avec des centaines de tracts distribués, des drapeaux, une banderole « Nos vies valent plus que leurs profits ! ». Les discussions furent excellentes, loin des discours électoralistes, pour poser la question de l'anticapitalisme, du besoin de convergence, pour un changement révolutionnaire de la société. On continue, pour aller chercher la victoire!

CorrespondantEs

Le collectif unitaire « Notre santé en danger » a donné en France un caractère revendicatif à cette journée en organisant depuis plusieurs années des rassemblements, manifestations et des débats à Paris et dans des villes de province. Ces initiatives se sont ensuite étendues dans plusieurs pays à l'initiative du « Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale. »

En Europe, du constat à la mobilisation

Au cours des deux dernières années, la crise Covid-19 a mis en évidence les failles de nos systèmes de santé. Dans ce contexte pandémique, les impératifs de restriction des dépenses publiques, les exigences de rentabilité, la commercialisation et la privatisation de la santé ont renforcé le manque criant – et déjà dénoncé bien avant la crise – de moyens humains, matériels et financiers. Ces conditions ont eu des conséquences délétères sur les systèmes de santé et sur la santé des populations. À partir de cette observation, des organisations membres du réseau européen préparent à nouveau cette année des mobilisations dans leurs pays, et des collectifs de plusieurs villes de Belgique réservent des bus pour participer aux initiatives à Paris.

En France des appels unitaires

Avec le soutien de partis politiques (Ensemble, La France insoumise, NPA, PCF) plus de 25 associations (dont Attac, les collectifs inter-urgences et inter-hôpitaux, l'Association des médecins urgentistes de France, la Convergence des comités de défense des services publics, la Cadac, la Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités, Médicaments biens communs, le Printemps de la psychiatrie...), une mutuelle (la FMF), des syndicats (FSU Nord, Solidaires, Sud santé sociaux, l'Union Syndicale de la Psychiatrie...) s'opposent à la marchandisation et la privatisation de la santé et exigent que la santé et l'action sociale

JEUDI 7 AVRIL Mobilisation internationale pour la santé

Depuis 1950, à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé, le 7 avril est devenue une journée mondiale de la santé afin de « permettre au monde de se pencher sur les problèmes importants de santé publique et d'encourager un débat entre les responsables et les parties prenantes ».

deviennent « une priorité des politiques publiques ». La CGT santé-action sociale s'est associée à la mobilisation avec son propre appel.

Les revendications des organisations signataires

Un égal accès pour touTEs à la Santé, sans limitation de quelque sorte que ce soit, financière, géographique, culturelle, de genre, d'origine ;

Un système de santé, un secteur médico-social et social public et associatif non lucratif, incluant les soins primaires, la prévention, l'information, l'accompagnement psychologique et social, le soin relationnel, la prise en charge de la perte d'autonomie, la lutte en amont contre les causes des maladies ;

Un secteur hospitalier public assurant l'accès à des soins de qualité et de proximité ; Des professionnelEs de la santé et du social qualifiés, reconnus, et rémunérés en conséquence, en nombre suffisant, un recrutement à la hauteur des besoins co-évalués, une répartition équitable sur l'ensemble du territoire ; L'arrêt des politiques d'austérité et l'obtention de moyens humains,

matériels et financiers à la hauteur des besoins ;

En psychiatrie, redonner les moyens de la politique de secteur public dans le cadre de la psychothérapie institutionnelle ; Les organisations signataires refusent que les multinationales de la santé et de « l'or gris » fassent des profits indécents sur la santé, la maladie et la perte d'autonomie et concurrencent nos services publics. Elles s'opposent à la marchandisation et la privatisation de la santé dans toutes ses dimensions : pas de profit sur la santé, pas d'argent public pour des profits sur la santé !

Elles demandent la levée de tous les brevets sur les médicaments, traitements, appareillages médicaux dans le cadre de la pandémie Covid-19 et de ses suites, afin que cela devienne des biens communs de l'humanité, alors que 40% des habitantEs de la planète n'ont encore eu accès à aucun vaccin. Elles veulent une protection sociale solidaire ouverte à toute la population, garante du financement des dépenses de santé, assurant une prise en charge des soins, de la perte d'autonomie et de la prévention à 100%.

Contre la résignation, la soumission ou la démission, les organisations signataires ont affirmé leur volonté d'offrir une alternative afin qu'ensemble usagers, salariés, reprennent possession de leur bien commun, un système public de santé, d'action sociale et de protection sociale, plus juste, plus solidaire, satisfaisants les besoins de la population plutôt que le portefeuille des actionnaires.

Les mobilisations

À Paris une manifestation aura lieu à 14 h 30, de Bastille jusque République, où aura lieu un rassemblement festif et revendicatif à partir de 17 h. Une restauration (buffet froid) est prévue. À l'heure où nous rédigeons cet article nous avons aussi connaissance de mobilisations à Besançon, Lille, Sarlat, Tours, Toulouse.

S. Bernard

RATP Une journée de grève réussie : quelles suites ?

Vendredi 25 mars, les conducteurEs de bus et les ouvrierEs de la maintenance se sont retrouvés aux aurores devant leurs dépôts à Lagny, Belliard, Pleyel, Ivry... À 500 ils ont ensuite convergé devant le siège de la RATP à Bercy avec soleil et combativité!

Cette journée du 25 avait été appelée à la suite de celle du 18 février (il ne fallait pas être pressé) pour exiger des augmentations de salaires. Nombreux et nombreuses sont les salariéEs qui se demandent si ça vaut le coup d'aller travailler au vu des prix du carburant ! Les 6 euros d'augmentation annoncés pendant les NAO – un sandwich grec ! – ont fait déborder la colère. Dans les dépôts de bus, les taux de grévistes sont montés à plus de 80%!

Ne pas attendre l'été

À ces revendications salariales s'ajoute la pression de l'ouverture à la concurrence et la mise en place du cadre social territorialisé (CST) à partir de juillet dans les dépôts de bus, sans même attendre le premier appel d'offres : disparition de six jours de congés, allongement du temps de travail, multiplication des services en deux fois, etc. Une telle attaque exige une riposte massive, déterminée et sans attendre l'été ! Au métro, la RATP et les

directions syndicales tentent de calmer le jeu car la concurrence n'y est prévue que pour 2040. Mais les attaques contre les conditions de travail n'attendent pas les appels d'offres ! Si les salariéEs des bus se font dépouiller, il est certain que ceux du métro seront les prochains et bien avant 2040.

Les directions syndicales jouent l'émiettement des mouvements : décalage de l'appel RATP du 17 au 25 mars pour ne pas être avec le reste des salariéEs,

décalage de l'appel SNCF du 17 au 31, nouvelle date de la fédération CGT transport le 4 avril... C'est pourtant d'un mouvement d'ensemble que les salariéEs des transports publics ont besoin. Des batailles il y en a en permanence et ça n'est pas près de s'arrêter : aux TCL, à Transdev, à la SNCF, à Keolis... Aux salariéEs eux-mêmes, à la base, de les coordonner.

Il n'y a pas de contradiction entre nos revendications : d'un côté gagner des augmentations de salaires (400 euros par mois en plus pour tous), de l'autre bloquer tout recul sous prétexte d'ouverture à la concurrence. La meilleure défense c'est l'attaque!

Marina Kuné

ANTIFASCISME

Rencontres sociales antifascistes à Paris le samedi 26 mars

Samedi 26 mars, Bourse du travail de Paris. Au plus fort de la journée, ce sont près de 400 personnes qui sont présentes pour participer aux premières Rencontres sociales antifascistes (RSA) à Paris.

Organisées par une coordination d'organisations antifascistes, parmi lesquelles l'Action antifasciste Paris-Banlieue (AFA PB), l'AFA 77, la CNT, La Horde, la Jeune Garde Paris, Paris Queer Antifa, Solidaires, l'UCL et bien sûr le NPA, cette journée fut l'occasion d'échanger

HANDICAP L'égalité, pas la charité (2/2)

Le NPA défend l'égalité des droits et se bat contre toutes les discriminations, notamment celles qui touchent les personnes en situation de handicap ! Cette campagne est l'occasion de préciser notre point de vue.

Scolarité, logement, travail, santé, revenu, il s'agit à chaque fois de s'inscrire dans une logique de défense des droits pour les personnes en situation de handicap.

La défense des droits

Ainsi, un cursus en école maternelle ou élémentaire, puis en collège et lycée, doit être privilégié. En dernière instance, l'accueil en établissement spécialisé doit rester possible pour les enfants en souffrance dans le cadre scolaire. La construction du parcours universitaire de chacunE doit être facilitée par le renforcement du service dédié dans les universités. De la même façon, l'accès à un logement adapté doit être garanti à touTEs, en autonomie, et des moyens financiers et en personnel qualifié doivent être dégagés pour un accompagnement, si nécessaire. Le recours à des structures adaptées doit rester une possibilité ouverte à celles et ceux qui le souhaitent et en éprouvent le besoin. En outre, les personnes en situation de handicap doivent se voir garanti l'accès à un emploi, à charge pour les employeurs, publics ou privés, de mettre en place des compensations (adaptation du poste de



DR

travail, cadences, postes, services ou établissements protégés). Quant à la règle des 6% de travailleurEs handicapéEs par entreprise publique ou privée, elle ne doit souffrir aucune exception. Enfin, quel que soit le niveau d'activité professionnelle (ou pas) des personnes en situation de handicap (SH), leur revenu doit être garanti, par le salaire et/ou par l'AAH. Celle-ci doit être alignée sur le SMIC (qui doit lui-même être revalorisé), et déconjugalisée. Le respect effectif de ces droits passe par le recrutement massif de personnel qualifié et d'aidantEs, AESH, forméEs, qualifiéEs, sous statut de fonctionnaire et correctement rémunéréEs.

Inclusion, désinstitutionnalisation

Le NPA lutte pour l'auto-organisation des oppriméEs et des exploitéEs : nous sommes donc pour que les personnes en SH soient considérées comme des agents actifs et actives, qui décident du mode d'organisation sociale le plus adapté et/ou inclusif. Nous luttons pour une société où les différentes formes de handicap font partie de la société, et ne sont pas assignées à des dispositifs séparés et excluants. Aussi, la question de « l'institutionnalisation des personnes handicapées » se pose de façon nouvelle dès lors que ces personnes commencent à s'exprimer

en leur nom propre, et l'émergence de médias ou d'associations et de réseaux sociaux portant une parole de « premierEs concernéEs », est une petite révolution. Nous cherchons à intégrer cela à notre discours politique en confrontant nos principes politiques habituels à ces actrices et acteurs nouveaux, et aux espaces qu'ils et elles ouvrent, en termes de production nouvelle de contenu politique.

Actuellement, nous pensons que la rupture avec le « tout institution », déjà engagée dans la société – mais souvent mal engagée – doit se poursuivre et s'accroître, mais pas au détriment de celles et ceux qui ont des besoins très spécifiques. Ainsi, nous continuerons de nous opposer à la liquidation par l'État, pour des motifs d'économie budgétaires, des établissements ou services qui peuvent être un recours pour les personnes en SH. Par contre, le contrôle et le respect des droits des personnes handicapées dans ces établissements doivent être effectifs et renforcés afin de garantir tous les droits (rémunération, liberté syndicale, liberté de circulation...).

Claude Moro

1 – Voir l'Anticapitaliste n°608 du 24 mars 2022.

UN TOIT C'EST UN DROIT Logement pour touTEs : quelques mesures d'urgence

Fin mars, c'est la fin de la trêve hivernale. Ce texte est donc le dernier de la série consacrée au logement.

Le droit au logement est un droit fondamental, au même titre que le droit à la santé et à l'éducation. Il ne doit pas être soumis à la loi du marché, l'État doit en être le garant et l'immobilier doit être placé sous le contrôle des locataires.

Taux d'effort à 20% maxi !

Depuis la baisse arbitraire de l'APL de 5 euros par mois, les ponctions du gouvernement sur les ménages modestes se sont succédé (les allocataires perdent en moyenne près de 300 euros par an suite au nouveau calcul des APL). Nous sommes pour la hausse des APL et le plafonnement du taux d'effort (part du coût du logement dans le budget global) des locataires à 20% de leur revenu. Le blocage des loyers doit être généralisé.

Quant aux fluides (eau, gaz, électricité), nous revendiquons un tarif progressif avec un minimum vital garanti pour chacun, par exemple en matière énergétique, les trois premiers kilowatts gratuits.

Construire !

La construction de logements sociaux est notoirement insuffisante et la pénurie de logements tire les loyers vers le haut. Il faut engager un vaste programme de construction de logements sociaux (500 000 par an) et bloquer toutes les opérations de gentrification urbaine.

Pour cela, s'impose la reconquête du foncier urbain, par voie d'acquisition, de préemption, et le blocage de l'urbanisation des terres agricoles. Il faut en finir avec les locations du type Airbnb dans les zones où le marché du logement est tendu.

HLM ne doit pas être synonyme d'habitat de piètre qualité, et il faut éradiquer les passoires thermiques. Les constructions à venir devront donc être de haute qualité environnementale : des économies pour les locataires, un investissement pour la planète !

Interdire les expulsions !

Nous sommes pour interdire les expulsions et faire du logement un droit, opposable, certes, mais surtout effectif ! Nous soutenons la revendication des associations qui exigent des structures d'accueil pour les personnes qui arrivent dans une ville (demandeurs d'asile, en particulier, qui se retrouvent à la rue en attendant de faire valoir leurs droits !) et des centres d'hébergement ouverts à toutes et à tous, françaisEs ou étrangerEs, quelle que soit leur situation administrative, en attendant de se voir attribuer un logement. De même pour le réseau des lieux d'accueil des femmes victimes d'un conjoint violent, ou des ados LGBTI en butte à l'exclusion familiale... Pour y parvenir, et pour en finir avec le scandale des logements vides, la loi de réquisition doit être réactivée.

Claude Moro



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

NUCLÉAIRE

Ni civil ni militaire, ni à Cordemais ni ailleurs !

Une belle journée de mobilisation s'est déroulée dimanche 27 mars à Cordemais (44) sous l'impressionnante usine à charbon en bord de Loire entre Nantes et Saint Nazaire. Un rassemblement festif, militant et déterminé contre le développement du nucléaire.

Suite aux annonces de Macron sur la volonté de construire de nouveaux réacteurs nucléaires (SMR), la droite et les productivistes locaux s'étaient empressés de proposer le remplacement de la centrale de production électrique à charbon de Cordemais par ce type de réacteur. Pourtant, la nécessité écologique de l'arrêt de l'utilisation du charbon n'est pas une fatalité pour les salariéEs

qui sont mobiliséEs depuis des années contre la fermeture du site et se sont organiséEs pour proposer sa transformation en site de production électrique par granulés de bois, bois d'ameublement (projet Ecocombust défendu par la CGT)... Ici encore, le nucléaire n'est pas la solution.

Une belle mobilisation

C'est ce que sont venuEs affirmer les participantEs à cette



NPA

belle mobilisation. PaysanEs de Notre-Dame-des-Landes, militantEs politiques et syndicaux, habitantEs du coin, plus de 500 personnes sont venues montrer leur détermination à lutter contre le nucléaire ici comme ailleurs. Tracteurs, banderoles colorées, cantine populaire, stands associatifs et politiques, prises de parole, musique et chants ont permis de montrer notre détermination mais aussi de donner l'envie de poursuivre la lutte. Une première étape qui en appelle d'autres. Que ce soit contre le fâcheux, le nucléaire et tous les grands projets inutiles, les bétonneurs sont prévenus, ils auront notre mobilisation en travers de leur chemin.

Correspondant

FACE À LA POSSIBILITÉ DU FASCISME

RENCONTRES SOCIALES ANTI-FASCISTES

SAMEDI 26 MARS
Bourse du Travail
3 rue du Château d'eau - Paris 19^e
10h-19h

Accueil : AFD Paris-Penninsule
NPA
Campagne antifasciste et anticapitaliste
CGT
Climat 35000
CSE
Collectif 17
Touche à tout
Solidarités locales
Front de gauche
JDF
Julien DELMARE

La parole : Mathieu WELLMAN
NPA
Paul BICHSEL
PFS
PFS
Mouvement central de justice
Solidaires
Touche à tout
DEL
LFP
Département de la politique associative

collectivement et de poser les bases d'une riposte antifasciste.

Ateliers et plénières

Alors que ces derniers mois ont vu une intensification du racisme, de l'islamophobie, de l'antisémitisme et du complotisme, sur fond de crise sanitaire, il apparaît plus que nécessaire de se rassembler pour contrer notre ennemi commun. En cela, les RSA ont permis de dresser un état des lieux des idées réactionnaires entretenues et développées par l'extrême droite pour mieux les appréhender et donc mieux lutter contre elles. À cet effet, deux séries d'ateliers ont ponctué la journée. Les idées d'extrême droite imprégnant toute la société, des thématiques telles que l'extrême droite dans

les médias (comment elle est traitée par les médias mainstream mais également comment aborder ses différentes facettes et montrer son vrai visage par le biais d'un travail journalistique de fond), l'infiltration de l'extrême droite dans la police ou encore le syndicalisme ont été abordées, tout comme les ripostes à apporter dans nos luttes sociales, écologistes, féministes et LGBTI, antiracistes et anti-impérialistes. Les camarades de La Horde ont présenté la cartographie de l'extrême droite mise à jour récemment¹. Une plénière, introduite par un camarade de l'AFA PB, Raphaël Arnault pour la Jeune Garde, Simon Duteil pour Solidaires et Julien Salingue pour le NPA, a clos cette première journée permettant de poser les bases d'une riposte unitaire.

Étant donné la multiplication des agressions, ces derniers jours et semaines, envers nos camarades, et plus généralement à l'encontre de toute personne engagée contre un retour à l'ordre moral, il est plus que nécessaire de faire front commun. Dans la lignée des RSA, pour faire face à la banalisation des discours d'extrême droite des candidats à la présidentielle et à leurs idées nauséabondes, retrouvons-nous uniEs et solidaires le dimanche 3 avril place de la Nation à Paris. Ne laissons pas les discours racistes s'exprimer en toute impunité, soyons nombreuses et nombreux, partout où ils s'expriment, déterminéEs à leur faire face. No pasarán !

1 – <https://lahorde.samizdat.net/Cartographie-de-l-extreme-droite-francaise-mise-a-jour-janvier-2022>



CHARMAG



Agenda

Jeudi 31 mars, réunion publique du NPA, Fac de Nanterre. À 12 h 30, amphi C2, bâtiment Zazzo, RER A – Nanterre Université.

Jeudi 31 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nantes. À 20 h, salle Festive Nantes-Nord, 73, avenue du Bout-des-Landes, TRAM (ligne 2) – arrêt René-Cassin.

Vendredi 1^{er} avril, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Tours. À 20 h, centre de vie du Sanitas.

Samedi 2 avril, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Paris. À 15 h, au Cirque d'Hiver, 110, rue Amelot dans le 11^e, métro Filles-du-Calvaire.

Lundi 4 avril, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Bayonne. À 19 h, Bourse du travail, 10, rue Sainte-Ursule (à côté de la gare ferroviaire).

Lundi 4 avril, réunion publique du NPA avec Armelle Pertus – porte-parole de Philippe Poutou, Mulhouse. À 20 h, MCP Cité, 29, rue du Chanoine-Cetty.

Lundi 4 avril, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue – porte-parole de Philippe Poutou, Courville-sur-Eure. À 20 h, salle des Fêtes, 3, rue Pannard.

Lundi 4 avril, réunion publique du NPA, Quetigny. À 20 h, salle des Epenottes, 10, cours Sully (Tram 1).

Mardi 5 avril, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Orléans. À 20 h, salle l'Unisson, Saint-Jean-de-la-Ruelle, 33, rue Bernard-Million.

Mardi 5 avril, réunion publique du NPA, Poitiers. À 20 h, salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul.

Mercredi 6 avril, fête de fin de campagne avec Philippe Poutou, Orléans. À partir de 18 h 30, meeting à 19 h, concert de *The Hyènes* à 20 h 30, salle Son Tay, 47, rue de Son-Tay – Tram Belcier.

Jeudi 7 avril, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Toulouse. Concert à 19 h, meeting à 20 h, salle Mermoz, 7, allée Gabriel-Biénès.

Vendredi 8 avril, réunions publiques du NPA avec Philippe Poutou, Grenoble. À 12 h 30, meeting sur le campus (Tram arrêt Bu), à 19 h, meeting Alpes Congrès (Tram A, arrêt Pôle Sud).

LIBRAIRIE LA BRÈCHE

Rencontre avec l'historien Yakov Rabkin

La Librairie La Brèche et l'UJFP vous invitent à une conférence-débat avec Yakov Rabkin, historien et professeur émérite à l'Université de Montréal, spécialisé dans l'histoire juive contemporaine, l'histoire soviétique et l'histoire des sciences, autour de son nouveau livre : *Judaïsme, islam et modernités*. Membre des Voix juives indépendantes, organisation sœur de l'UJFP au Canada, Yakov Rabkin est l'auteur de plusieurs ouvrages. Préfacé par l'historien israélien Shlomo Sand (membre, pour sa part, de Hadash, le Parti communiste israélien), ce nouveau livre de Yakov Rabkin traite les sujets tels l'histoire des mouvements juifs antisionistes, la tradition interculturelle au Maroc, l'Autre musulman dans la tradition juive, les menaces qui pèsent contre l'Iran, l'origine de la tragédie afghane et un chapitre surprise intitulé « *Judaïsme et islam face aux défis technoscientifiques* ».

Le mercredi 6 avril 2022 à 19 heures à la Librairie La Brèche
27, rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil)

Judaïsme, islam et modernités, 304 pages, 23,00 €, aux Éditions «i».
Librairie La Brèche: contact@la-breche.com – UJFP: contact@ujfp.org

#Poutou2022

Après la présidentielle, faire parti ?

Comme le rappellent les sondages, « la gauche », quelle que soit son orientation, va être historiquement faible dans cette élection. Effondrement de la gauche social-libérale toujours grillée par les années Hollande ; gauche réformiste qui montre les muscles mais reste faible dans les urnes ; gauche radicale, révolutionnaire, qui n'arrive pas à se faire entendre et à se construire largement... L'heure doit être à la reconstruction, mais de quoi ?

Dans un contexte d'offensive généralisée des réactionnaires de tout poil, les sondages qui donnent « la gauche » entre 25 et 30 % dans les urnes le 10 avril prochain reflètent un rapport de forces dégradé en défaveur de notre camp social. À qui la faute ?

Voie sans issue

On ne s'étonnera pas que les représentantEs de la gauche aux manettes il y a à peine cinq ans soient les plus carbonisés. Hidalgo, porte-voix d'un PS en voie de liquidation, n'atteindra probablement pas les 5 %, incapable de tirer le bilan des politiques antisociales mises en place durant le quinquennat Hollande (loi travail, etc.) et plombée par l'exercice actuel des pouvoirs locaux (à commencer par la mairie de Paris). Et si d'autres se refont plus ou moins des couleurs, comme le PCF qui creuse un sillon identitaire et droitier dans cette campagne, c'est bien l'ensemble des partenaires habituels du social-libéralisme, dont Yannick Jadot et ÉÉLV, qui sont à la peine.

Dans cette redistribution des cartes, le curseur se déplace vers une gauche que l'on qualifiera de « contrariée », voire contradictoire... En effet, si la campagne de Mélenchon reprend des marqueurs traditionnels pour plus de justice sociale, intégrant dans son logiciel une forte composante

« écosocialiste », la posture bonapartiste, le souverainisme maintes fois réaffirmé ou les points aveugles et autres errances campistes sur les questions internationales, sont problématiques sur le fond. Sur la forme, Mélenchon se fait le vecteur d'une forme de radicalité contre Macron, la droite et l'extrême droite, mais il est fort probable qu'il ne fasse rien de ce mouvement au lendemain de son échec annoncé, que celui-ci ait lieu dès le 10 avril ou même le 24 avril (si le trou de souris s'agrandissait...). Pour lui, le problème n'est pas de construire une force politique pérenne ancrée dans la société. La forme lui importe peu, pouvant passer d'un cartel de partis (le Front de gauche en 2012) à un « mouvement gazeux » (La France insoumise en 2017), puis aujourd'hui à une Union populaire dont on peine à définir la fonctionnalité et la durée de vie post-électorale. Un paradoxe quand on voit l'engagement de militantEs du mouvement social, pris pourtant à contre-pied par les discours électoralistes d'un candidat pour qui le bulletin de vote pourrait remplacer les kilomètres de manifestation et les journées de grève nécessaires pour faire reculer les capitalistes...

Reconstruire un outil politique

Dès cette fin de campagne, l'enjeu est bien de poser les termes du débat « à gauche » sur l'après

présidentielle. C'est ce que Philippe Poutou appelle le « plan B » (face à un Mélenchon qui n'évoque jamais les suites... hormis sa propre élection !). Comme le dit notre profession de foi, notre campagne doit affirmer « la nécessité de reconstruire une gauche de combat, une force anticapitaliste large, capable de rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent changer radicalement ce système ».

En effet, ces dernières années ont vu le mouvement des Gilets jaunes, les mobilisations féministes, celles des personnelEs de santé, les mobilisations contre la réforme des retraites, celles contre le racisme et les violences policières, pour la justice climatique... Des mobilisations qui ont fait apparaître de nouveaux visages, dans la jeunesse, dans les quartiers populaires, et montré que de grands bouleversements sociaux sont possibles. Toutes ces luttes portent l'espoir – plus ou moins clairement affirmé – d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste et des oppressions, ce que nous essayons de porter dans cette campagne, mais force est de constater que le mouvement social, le mouvement ouvrier, n'a pas construit de front de mobilisations à même d'unifier ces résistances.

Dans un contexte d'effondrement de la vieille gauche gestionnaire du système, l'enjeu de l'heure est d'avancer dans le rassemblement des militantEs de ces mobilisations

dans un outil politique, un parti, fédérant les combats actuels, préparant les futures luttes (comme celle qui s'annonce sur la question des retraites), et opposant aux discours dominants une alternative au capitalisme.

Dans cette perspective, notre campagne nous sert à renforcer le NPA, à lui donner un nouvel élan, tout en essayant de dépasser ses limites, en s'ouvrant largement au débat, à tenter des expériences pour essayer de franchir des sauts. Entre la politique conservatrice d'auto-construction de LO et celle d'un Mélenchon qui ne conçoit l'organisation que comme un véhicule électoral pour sa personne, la question de l'organisation des exploitésEs et des opprimésEs, de leur représentation, doit être posée en perspective de cette campagne présidentielle.

Au-delà du bulletin de vote mis dans l'urne (ou pas, d'ailleurs), nous devons nous adresser ces prochaines semaines, ces prochains mois, à tous les « orphelinEs » d'une gauche de combat, organisésEs ou non, et prendre des initiatives en ce sens. Des cadres collectifs d'échanges, de débats, voire de confrontations, conditions sine qua non pour avancer dans la construction d'une force politique anticapitaliste pour la transformation révolutionnaire de cette société. C'est nécessaire et c'est urgent !

Manu Bichindaritz

Meeting à Quimper

Faisons entendre une voix anticapitaliste et révolutionnaire !

Après le tro Breizh de Philippe Poutou les 17 et 18 février ce fut au tour d'Olivier Besancenot, un des porte-parole de notre candidat, de venir animer un meeting à Kemper (29) ce 25 mars. Et ce fut une réussite !



NPA

notre soutien à la résistance car il y a un agresseur et un agressé, un oppresseur et un opprimé. En tant qu'internationalistes, nous dénonçons les visées militaires impérialistes d'où qu'elles viennent y compris de notre propre impérialisme en France comme nous sommes pour l'accueil digne et décent de toutes les réfugiés par l'affirmation du droit à la circulation et à l'installation pour toutes et tous.

Après une mise en garde contre le chaos politique d'aujourd'hui et les menaces bien réelles de l'extrême

droite il n'a pas hésité à affirmer qu'il fallait lever haut les drapeaux de l'antiracisme et de l'antifascisme tout en fustigeant les politiques de Macron et de celles d'une « certaine gauche » qui, au pouvoir, n'a fait qu'une politique de droite.

Enfin, par de multiples exemples, Olivier a développé nos propositions, notre programme et notre projet de société remettant en cause la propriété des moyens de production et la nécessité de s'attaquer, au delà des promesses électorales, au profit des capitalistes par l'expropriation,

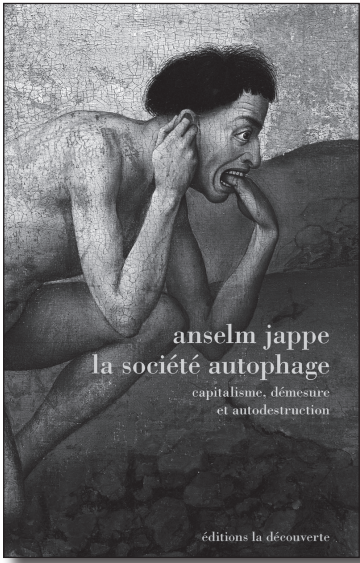
de reprendre nos affaires en main... pour aller vers la construction et le développement d'une gauche de combat, vers une société écosocialiste, féministe, communiste et autogestionnaire.

Un riche débat avec la salle

Après ces interventions particulièrement applaudies plusieurs questions de la salle se sont invitées tant sur l'appareil répressif et la nécessité de répondre à la violence d'État, que sur le handicap, les Ehpad, le processus révolutionnaire, le mouvement antifa ou encore sur le vote dit « utile ».

La soirée qui s'est prolongée autour d'un pot a permis de poursuivre le débat et à de nombreux et nombreuses participantEs de laisser leurs coordonnées voire leurs demandes d'adhésion au NPA et/ou de partir avec tracts et affiches.

À 15 jours du premier tour la campagne continue comme les mobilisations locales contre les expulsions locatives et pour le droit au logement, contre l'installation d'Amazon ou encore la préparation d'un nouveau rassemblement unitaire contre l'agression impérialiste de Poutine. **Correspondant Kemper**



Essai

La société autophage, d'Anselm Jappe

Éditions la Découverte, 248 pages, 22 euros.

humains et la nature, sans trêve ni répit. La concurrence sur le marché oblige chaque acteur à participer au jeu forcené de la « croissance », ou à disparaître : voici la racine profonde du désastre écologique auquel mène le capitalisme.

C'est un système, observe Jappe, en s'appuyant sur les analyses de Marx dans *Le Capital*, qui fonctionne comme un « *sujet automate* », fondé sur des structures anonymes et impersonnelles, des « lois économiques » aveugles comme la « rentabilité », la « croissance », etc. Les capitalistes ne sont que des « fonctionnaires » de la valorisation, des « officiers et sous-officiers » (Marx) du capital. Dans ce système, fondé sur le fétichisme de la marchandise, l'argent et la production deviennent leur propre finalité. L'auteur s'intéresse de près aux conséquences psychiques de cette logique capitaliste : la concurrence, la froideur, l'indifférence, le manque d'empathie prennent la forme du narcissisme, l'affirmation du moi isolé, l'agression envers les autres et la nature, pouvant conduire, dans certains cas, à la figure du « tueur de masse ». La combinaison létale entre le fétichisme de la marchandise et le narcissisme, la démesure et la perte de sens, débouchent sur ce que Jappe appelle « *la pulsion de mort du capitalisme* ».

« Classe profiteuse » ?

Cette analyse du système, à partir de Marx et de la théorie de la valeur, me semble très pertinente et incisive : la valeur marchande impose une

domination abstraite, impersonnelle, qui écrase tout sur son chemin, comme un monstrueux bulldozer, qui dévore tout ce qui l'entoure, comme le mythique Erysichton grec. Mon seul désaccord avec Jappe, et avec la plupart des partisans de la théorie de la valeur, c'est l'effacement de la lutte de classes. Selon lui, il faut dépasser la dichotomie entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés. Je suis plutôt d'accord avec le millionnaire américain Warren Buffet : « *La lutte de classes existe, et notre classe est en train de la gagner* ». Jappe pense qu'il n'existe pas de classe dominante, tout au plus une « *classe profiteuse* ». Mais pour assurer son profit, n'exerce-t-elle pas une domination – économique, par la propriété des moyens de production, idéologique, par le monopole des moyens de communication, et politique, par le contrôle de l'appareil de l'État, la police et l'armée ? Il existe une dialectique, ce que Marx avait très bien saisi, entre l'impersonnalité du système et le pouvoir de la classe dominante.

Comment nier le combat entre exploités et exploités, oppresseurs et opprimés dans la société capitaliste ? Cela ne veut pas dire que les dominés luttent toujours pour abolir le capitalisme ; mais la lutte n'est pas moins réelle. Tout un chapitre du *Capital* est dédié à la lutte pour la réduction de la journée de travail, un combat de classe poursuivi par la suite, avec les Martyrs de Chicago, le Premier Mai, et l'obtention de la journée de huit heures. Cette lutte pourra-t-elle mettre en question le

capitalisme lui-même ? Rien ne le garantit, mais ce pari me semble plus réaliste que se limiter à faire appel à la conscience individuelle, dans l'espoir qu'elle veuille bien « *s'émanciper de sa propre psyché narcissique* » (p. 262).

Des questions essentielles

Certes, Jappe a raison de constater que les dominés sont loin de s'opposer toujours au système : c'est, observe-t-il à juste titre, le phénomène de la servitude volontaire, déjà analysé par Étienne de La Boétie. Mais il faut se rappeler que le pamphlet de La Boétie est du début à la fin un appel aux dominés pour se révolter contre la tyrannie...

Cette révolte n'a pas cessé d'être présente, tout au long de l'histoire du capitalisme. Anselm Jappe mentionne, est-ce une des hypothèses les plus intéressantes du livre, que le mouvement révolutionnaire en Espagne, de la fin du 19^e siècle jusqu'à 1939, a été motivé par le choc entre les anciens modes de vie et la logique du capitalisme. Cela me semble très juste, mais je crois que cela s'applique à la plupart des mouvements révolutionnaires de notre époque, de la Révolution mexicaine (1911-19), ou la Révolution russe (1905-1917), jusqu'au mouvement zapatiste au Chiapas, suite à l'insurrection de 1994. Voici donc un livre qui pose des questions essentielles, et qui mérite d'être lu par celles et ceux qui refusent de se réconcilier avec un système qui nous conduit, à une vitesse croissante, à l'autodestruction.

Michael Löwy

Les Nôtres

Salutations révolutionnaires Mathilde!



La mort si brutale de notre camarade et amie Mathilde le 9 mars dernier nous a bouleversés et nous laisse en grand désarroi et dans un grand vide.

Militante au NPA depuis sa création en 2009, elle a été une camarade et amie essentielle dans la vie du NPA, à Rouen d'abord mais aussi au niveau national, tout particulièrement au sein de la commission de médiation dont elle était membre depuis 2018. Plusieurs fois déléguée lors des conférences et congrès nationaux, elle était attachée aux débats démocratiques et ses prises de position étaient tranchées et explicites ! Courageuse et volontaire, elle s'impliquait dans les combats sociaux, antiracistes, antifascistes, féministes et internationalistes, contre les violences policières ; elle espérait que le mouvement des Gilets jaunes conduise à un « tous ensemble » contre le système. Malgré ses difficultés après son accident du travail il y a six ans, elle tenait à être présente avec nous dans les manifs et autres initiatives, au côté des excluEs, des opprimés et des exploités, parfois même en fauteuil roulant poussé par son compagnon David. Elle était une militante de terrain voulant lier notre combat idéologique à des actions concrètes.

Elle vivait son militantisme accompagné de fraternité, de joies, de moments conviviaux ; cela l'aidait certainement à supporter ce monde cruel et injuste. À la fin des réunions de son comité, elle aimait poursuivre la discussion ou avoir des nouvelles des unEs et des autres, en trinquant avec sa Despé. Elle aimait aussi les soirées entre amiEs et camarades, partager les bonnes choses faites par chacune et chacun, le bon vin et les fromages, notamment du Jura. Écouter de la musique, refaire le monde.

La période de la pandémie a réduit ces moments de convivialité et d'amitié, elle en était attristée. Dès que cela a été possible, elle a été la première à organiser ces moments avec sa petite famille et tous ceux et celles qu'elle aimait. Elle aimait nous parler de ses parents, de son frère qu'elle admirait, de sa grand-mère révoltée comme elle, qui avait une grande importance dans sa vie. Elle aimait nous parler de ses joies et moments de bonheur et aussi de ses chagrins comme chacun et chacune d'entre nous, confrontés aux aléas et parfois dureté de la vie qui nous rendent fragiles et tristes. Ensemble, cela nous aidait à relever la tête et à être plus forts jusqu'à ce terrible jour où son corps a « flanché ». Elle aimait nous parler de ses enfants qu'elle chérissait. De son « grand », Arthur, excellent élève et qui depuis tout petit veut devenir chirurgien. D'Oscar qui, passionné d'astronomie a fait récemment un exposé sur le sujet et a épaté sa maîtresse.

Mathilde était convaincue que seule la révolution pouvait changer le monde, pour se débarrasser de cette société d'oppression et d'exploitation. « *Pour l'honneur des travailleurs et un monde meilleur* » comme on le scandait ensemble dans les manifs. Mathilde nous ne t'oublierons pas, nous te garderons souriante et déterminée auprès de nous. Nous serons au côté de David, Arthur et Oscar. Tu restes dans notre cœur ; nous continuerons ton combat.

Ses amiEs et camarades du NPA aggro de Rouen

Essai

Quand les femmes ont dit basta, de Anne-Marie Barone et Véronique Ducret

BSN Press, 312 pages, 20 euros.

Dans un livre publié récemment, deux des membres fondatrices du Comité contre le harcèlement sexuel, relatent les premiers combats menés à Genève dans les années 1990 contre le harcèlement sexuel au travail. L'une des deux co-auteurs, Anne-Marie Barone, a répondu aux questions de nos camarades de solidaritéS (Suisse).

Qu'est-ce qui a déclenché ton engagement dans la lutte contre le harcèlement sexuel ?

En tant que militante féministe, j'ai participé aux activités du Comité contre le viol qui s'est constitué au début des années 1980, dans le cadre du procès dit « des viols de Pré-Naville », une affaire de viol en bande contre deux femmes qui squattaient un immeuble rue de Pré-Naville. Après le procès aux Assises, en 1983, qui a vu la condamnation des onze accusés, le Comité contre le viol a cessé d'exister vers la fin de l'année 1984. Toutefois, des militantes ont créé en 1985 l'association Viol-Secours, qui existe encore de nos jours.

Dès 1987, un groupe s'est constitué au sein de Viol-Secours pour traiter spécifiquement de la problématique du harcèlement sexuel au travail, et a ouvert une permanence hebdomadaire pour recevoir les travailleuses concernées par ce problème.

En tant qu'avocate, j'ai eu le privilège de reprendre la défense de Maria (nom d'emprunt), une ouvrière de l'horlogerie, licenciée après avoir été harcelée par son chef, dans le premier procès pour harcèlement

sexuel devant la juridiction des Prud'hommes. Après avoir échoué en première instance, Maria a obtenu que le harcèlement sexuel qu'elle avait subi soit reconnu par la Chambre d'appel des Prud'hommes. Cette victoire a représenté un pas important pour la suite du combat contre le harcèlement sexuel.

Comment êtes-vous passées du viol au harcèlement sexuel dans l'association Viol-Secours ?

Dès ses débuts, dans sa plateforme, Viol-Secours mettait l'accent non seulement sur la question du viol en tant que tel, mais aussi sur toutes les autres formes de violences sexuelles courantes et souvent banalisées, qui font partie d'une « culture du viol ». Parmi ces phénomènes, le harcèlement sexuel au travail, non reconnu par la loi à l'époque, était dénoncé, en tant qu'instrument de domination des femmes.

Après que Maria soit venue à la permanence sur le harcèlement sexuel et qu'elle ait saisi le Tribunal des Prud'hommes, un comité de soutien s'est constitué, qui s'est transformé en 1989 en Comité contre le harcèlement sexuel (CCHS).

Depuis quand le harcèlement sexuel est-il expressément nommé dans la législation en Suisse ?

Un premier pas a été franchi lors de la révision du Code pénal suisse de 1991, qui a introduit un nouvel article 198, instituant une « *contravention contre l'intégrité sexuelle* ». Mais c'est surtout, sur le plan du droit civil, l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg), en 1996, qui marque un tournant. Pour la première fois en effet, une définition légale du harcèlement sexuel était introduite dans une loi fédérale (art. 4). Malgré les limites de la loi et de sa mise en œuvre, c'est indéniablement une avancée pour la défense des droits des salariées.

Que conseilles-tu aux travailleuses et aux étudiantes de maintenant ? Comment réagir, comment s'unir contre les pratiques sexistes ? Comment éradiquer ces pratiques ?

Il est évidemment impossible de répondre en quelques mots à ces questions. Dans le chapitre conclusif de notre ouvrage, nous évoquons quelques pistes. Les associations féministes et les syndicats



devraient porter une attention particulière aux travailleuses les plus vulnérables, dont le statut est le plus précaire, qui le plus souvent renoncent à dénoncer ce qu'elles subissent, de peur de perdre leur emploi ou, pire encore, de devoir quitter la Suisse si elles n'ont pas de statut légal.

Les procédures internes aux entreprises, administrations et lieux de formation, devraient être améliorées. Enfin, sur le plan légal et judiciaire, il faudrait réfléchir de la manière de faciliter la preuve des faits de harcèlement, souvent très difficile voire impossible à apporter par les travailleuses qui s'adressent à la justice.

Mais plus fondamentalement, tout ce qui peut contribuer à renforcer le pouvoir, individuel et collectif, des femmes dans la société, comme la mobilisation au travers d'un mouvement féministe pour la défense des droits des femmes, est un élément important dans la lutte contre le harcèlement sexuel et les autres formes de violences.

Propos recueillis par Marlyelle Budry

« L'Alliance atlantique a toujours été sous domination américaine, et plus encore son organisation logistique: l'Otan »

Entretien avec Bernard Dréano, membre du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM/IPAM.

L'Otan vient de tenir un sommet à Bruxelles. Peux-tu nous faire un état des lieux de cette organisation qui aurait dû disparaître avec la fin de l'URSS ?

Rappelons tout d'abord que les Américains avaient effectivement promis à Gorbatchev la non-extension de l'Otan et surtout le non-déploiement de troupes en Europe centrale « post-communiste » et même envisagé la dissolution de l'Otan à laquelle Margaret Thatcher et François Mitterrand se sont violemment opposés car ils voulaient maintenir l'Allemagne réunifiée « sous tutelle » de l'Otan. Ensuite à partir de 1996, les États d'Europe centrale ont demandé à adhérer à l'Alliance atlantique (donc à l'Otan) comme une « police d'assurance » pour leur sécurité.

L'Otan est une agence, qui crée des normes et conditions d'interopérabilité des armées (y compris étendue à des armées non membres de l'Otan), et un état-major qui a plus ou moins été utilisé après 1989 en situation concrète pour des opérations qui se sont toujours déroulées... hors du territoire de ses membres : dans les Balkans, en Libye, en Afghanistan... Que l'Otan soit sollicitée (pleinement pour le Kosovo, partiellement pour l'Afghanistan) ou pas (interventions alliées en Syrie et Irak), c'était de toute façon les Américains qui décidaient de tout, sans consultations sérieuses des leurs alliés, membres ou pas de l'Alliance atlantique.

Malgré les discours sur le rôle de l'Union européenne, il semble que ce soit les Américains qui, après la parenthèse Trump, mènent désormais complètement le jeu, imposant leurs règles et vendant leurs armes (cf. les F35 vendus à l'Allemagne) ?

L'Alliance atlantique a toujours été sous domination américaine et plus encore son organisation logistique l'Otan (dont par exemple les commandements militaires opérationnels sont toujours américains, et le secrétariat politique toujours assurés par des européens fantoches). Les grandes opérations et les stratégies n'ont jamais été sérieusement discutées entre les alliés et encore moins dans chacun des pays membres. En Afghanistan par exemple ce sont les Américains qui décidaient de tout (y compris sur le terrain avec leur opération Enduring Freedom), et l'Otan suivait sans débats... même pour les conséquences de la défaite finale. Et bien sûr les canaux Otan ont toujours servi à faire la promotion des armes américaines – l'achat des très onéreux F35 par l'Allemagne venant de facto saboter le nouveau programme d'avion européen. Mais même si l'Alliance était plus un système de domination que d'alliance entre égaux, Trump voulait se débarrasser des éventuelles contraintes qu'à travers elle certains pays auraient pu exercer, et par contre accentuer l'aspect « commercial » au bénéfice de l'industrie d'armement américaine. Après la phase trumpiste, et compte tenu du recentrage des priorités américaines vers l'Asie, l'importance de cette « vieille » alliance concernant



WIKIMEDIA COMMONS

l'Europe, devenait moins grande, tandis que les Américains voulaient renforcer leurs alliances dans la zone indopacifique. Où par ailleurs plusieurs armées comme les Japonais, les Coréens du Sud, les Taiwanais, les Australiens... répondent aux normes techniques Otan. La montée en agressivité de Vladimir Poutine, surtout depuis 2008, et bien plus son agression de février en Ukraine ont, comme le titrait très justement le quotidien *l'Humanité* le 19 mars dernier, « ressuscité l'Otan ».

L'expansion de l'Otan à l'est de l'Europe a une responsabilité dans la guerre actuelle même si l'agression de Poutine contre l'Ukraine a d'autres ressorts. Qu'en penses-tu ?

Ce qui a joué le plus profondément c'est la catastrophe sociale et psychologique qu'ont été les conditions de la « transition » dans l'espace post-soviétique et singulièrement en Russie et en Ukraine : pillage avec participation active des multinationales et banques occidentales, corruption et pouvoir économique des oligarques, accroissement vertigineux des inégalités, profonde frustration de fractions importantes des populations et sentiment de déclinement et d'humiliation surtout en Russie. En Ukraine il en a résulté un système quasi féodal de pouvoir des oligarques avec un pouvoir central faible, et un rejet de plus en plus fort de ces oligarques corrompus, moteur essentiel des mouvements sociaux de 2004 et surtout de 2014 (cf. ci-dessous). En Russie au début du 21^e siècle le régime de Poutine a « remis de l'ordre », en s'appuyant sur les oligarques, il a développé une idéologie nationaliste faite de références tsaristes (façon Nicolas 1^{er}), soviétiques (façon Staline) et orthodoxes. L'adhésion de pays d'Europe centrale à l'Otan dans ce cadre a été présentée comme une menace imminente, accentuée par certaines gesticulations militaristes occidentales (le déploiement de systèmes anti-missiles, effectif en Pologne et prévu en Roumanie par exemple). Mais ce sont surtout les « révolutions oranges » d'Ukraine et de Géorgie (2003-2005) qui ont inquiété, et ont été perçues par le Kremlin comme « des coups d'État de la CIA », alors que leur réalité sociale était incontestablement beaucoup plus complexe, et plus encore pour le mouvement « EuroMaidan » de 2014 (qui fut avant tout un mouvement anti-corruption).

La guerre relance une course généralisée aux armements dans un contexte de crise économique. Quant à la gauche européenne (en dehors de courants minoritaires comme le nôtre), elle semble retourner à un

« double campisme » : les sociaux-démocrates et certains partis Verts derrière l'Otan et, d'un autre côté, divers courants de gauche pour lesquels tout ce qui semble s'opposer aux USA a, au moins, des circonstances atténuantes. Quelles actions possibles pour ceux qui refusent ces logiques ? Hélas, la guerre d'Ukraine va, quelles que soient son issue et sa durée, considérablement renforcer les discours militaristes, la course aux armements et les industries qui l'alimentent, faire diversion sur la nécessaire lutte contre la catastrophe environnementale en cours (qui elle-même va provoquer d'autres guerres). Au moment de la chute du mur de Berlin il y avait une réflexion, à l'Est comme à l'Ouest, sur les conditions de ce qu'aurait pu être une « sécurité commune » européenne, portée notamment par certains mouvements indépendants pour le désarmement et par des dissidents démocratiques de l'Est. Les courants politiques dominants, la droite libérale-conservatrice mais aussi la gauche social-démocrate, ont totalement ignoré le problème et fait comme si la fin de la guerre froide était simplement la victoire de l'Occident néolibéral. Mais la gauche

radicale est restée aussi totalement largement en dehors de cette réflexion. Quand la guerre a refait son entrée tonitruante dans l'espace européen (en ex-Yougoslavie), presque tout le monde a continué à raisonner selon les analyses « géopolitiques » de la période de guerre froide, y compris dans la gauche radicale, et a eu tendance à s'aligner sur ce « double campisme » dont tu parles, dans l'ignorance des facteurs internes à chaque société qui avaient provoqué la guerre et dans l'impuissance pour y faire face. Et nous sommes de nouveau confrontés à la même situation. Quelles que soient les interactions et activités des grandes puissances (en l'espèce occidentales), qui bien sûr existent, la guerre actuelle a d'abord ses racines dans la Russie néotsariste et en Ukraine. L'État russe est l'agresseur, pas contre l'Otan (qui n'a pas attaqué la Russie) mais contre l'Ukraine. Dès lors nos tâches sont de soutenir la résistance du peuple ukrainien contre l'agression, et de soutenir le mouvement antiguerre en Russie qui, comme dans toute guerre de ce type, peut devenir un facteur déterminant. Et bien entendu, pour des internationalistes, d'écouter et de soutenir les groupes et mouvements progressistes qui existent en Ukraine comme en Russie. Et cela n'est en rien adhérent au « campisme » d'un soi-disant « monde libre ». Et en même temps, de réfléchir, même en pleine crise, à ce que serait une vraie politique de sécurité collective aujourd'hui, de questionner la politique sécuritaire et militaire de notre pays (et pas seulement en slogans abstraits), de travailler au niveau européen (ce qui implique d'associer à cette réflexion militantEs russes, ukrainiens, turcs et autres...) et à l'échelle du monde.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LES ÉMISSIONS DE CO₂ REPARTENT À LA HAUSSE.

Les émissions mondiales de CO₂ ont plus que doublé ces cinquante dernières années. Elles sont même reparties de plus belle en 2021, malgré la baisse enregistrée pendant les confinements dus au Covid-19 (- 5,7%), a révélé une étude de Carbon Monitor, publiée le 21 mars dans Nature Review Earth & Environment.

34,9 milliards de tonnes de CO₂ ont ainsi été relâchées dans l'atmosphère en 2021, soit un rebond de 4,8 % des émissions de dioxyde de carbone, a calculé ce programme chargé de fournir des informations en temps quasi réel sur les émissions mondiales. La multiplication des variants et l'explosion du nombre de cas positifs au Covid-19 l'an dernier n'aurait donc pas eu l'impact des politiques restrictives de 2020, la vie « normale » ayant repris son cours.

Qui blâmer pour ce retour en fanfare ? Avec des sursauts respectifs de 5,0 %, 2,6 % et 8,9 % par rapport aux niveaux de 2020, les émissions provenant de l'électricité, de l'industrie et des transports terrestres sont responsables de 89 % du rebond mondial total. Le secteur de l'aviation intérieure signe également un retour fracassant dans l'élite des pollueurs, avec une augmentation de près d'un quart de ses émissions par rapport à 2020.

Les pays ayant connu un plus fort rebond, eux, sont l'Inde (+ 9,4 % des émissions) et les vingt-sept pays de l'Union européenne (6,7 %) – auxquels les chercheurs ont ajouté le Royaume-Uni. Ils sont suivis de près par les États-Unis (6,5 %), la Russie (6 %) et la Chine (5,7 %). Le Japon, lui, a conservé une dynamique de réduction de ses rejets de dioxyde de carbone.

Ces hausses ne sont pas inédites, précisent les auteurs de l'étude. Les chocs pétroliers de 1974 et 1980, ainsi que la crise financière de 2008 avaient déjà provoqué des croissances négatives temporaires des émissions. Toutes, sans exception, ont été suivies d'une hausse d'ampleur. « Alors qu'il y avait une baisse record de CO₂ en 2020, le rebond de 2021 pourrait signaler que l'histoire se répète, réduisant la confiance dans les actions mondiales d'atténuation du changement climatique », déplorent les scientifiques. [...]

Le compte à rebours est de courte durée et traduit la nécessité immédiate d'actions contraignantes vers la neutralité carbone : « Même en ignorant les effets de rebond, la diminution temporaire [...] des émissions de CO₂ [en 2020] est inférieure aux réductions requises de 8 % par an, nécessaires pour limiter le réchauffement anthropique à 1,5°C d'ici 2100 », disent les auteurs de l'étude. [...]

Emmanuel Clévenot, « Les émissions mondiales de CO₂ sont reparties beaucoup trop fortement pour le climat », *Reporterre*, 28 mars 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 40 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 80 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org